

# RAPPORT D'ACTIVITE 2015



## Table des matières

<b>1- ADMINISTRATION GENERALE</b> .....	<b>3</b>
1.1 Composition du Conseil Communautaire au 31 décembre 2015.....	3
1.2 Evolution statutaire .....	4
1.3 Mutualisation .....	5
1.4 Ressources Humaines.....	12
1.5 Accueil.....	15
1.6 Communication .....	15
1.7 Services à la population.....	16
1.7.1 Portage de repas .....	16
1.7.2 Service petite enfance .....	17
1.7.3 Éducation Physique et Sportive (E.P.S) en milieu scolaire .....	17
1.7.4 Accueil de loisirs sans hébergement intercommunaux.....	18
1.7.5 Stade nautique intercommunal.....	19
1.7.6 Conseil intercommunal de sécurité et prévention de la délinquance .....	19
<b>2- SERVICE CULTUREL</b> .....	<b>24</b>
<b>3- SERVICES TECHNIQUES</b> .....	<b>25</b>
3.1 Service public d'élimination des déchets.....	25
3.2 Voirie.....	26
3.3 Travaux et prestations en bâtiment .....	26
3.4 Assainissement collectif .....	27
3.5 Prestations en régie .....	28
<b>4- AMELIORATION DE L'HABITAT</b> .....	<b>30</b>
4.1 Opération Façades/Urbanisme .....	30
4.2 OPAH (Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat) .....	31
4.3 Urbanisme .....	33
4.4 Politique en matière de sécurité incendie et de secours & d'accessibilité aux personnes handicapées .....	35
4.5 Informatique/Téléphonie.....	36
4.6 Système d'Information Géographique (SIG) .....	36
4.7 Actions d'intérêt communautaire en faveur du développement économique, de l'emploi et de l'agriculture. ....	37
4.8 Affaires juridiques et commande publique.....	43
<b>5- SITUATION BUDGETAIRE DE LA C.D.C.G. POUR L'ANNEE 2014 (en €)</b> .....	<b>45</b>
5.1 Vote du budget primitif.....	45
5.2 Comptes administratifs 2015 .....	48
<b>6- PRODUCTION DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA CDCG</b> .....	<b>50</b>
6.1 Réunions du Conseil de Communauté.....	50
6.2 Arrêtés et décisions du Président .....	50
<b>7- DOSSIERS TRAITES PAR LES COMMISSIONS</b> .....	<b>50</b>

## **1- ADMINISTRATION GENERALE**

### **1.1 Composition du Conseil Communautaire au 31 décembre 2015**

#### Le Président et le Bureau

Président : Christian BOULEAU, commune de Gien

Vice-Présidents :

Hervé PICHERY, Maire, 1<sup>er</sup> Vice-Président, Maire de Coullons

Alain CHABOREL, Maire, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Maire de Poilly lez Gien

Francis CAMMAL, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, commune de Gien

Michel HENRY, Maire, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Maire de Saint Martin sur Ocre

Nadine QUAIX, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente, commune de Gien

Jean-François DARMOIS, 6<sup>ème</sup> Vice-Président, commune de Nevoy

Pierre LAURENT, 7<sup>ème</sup> Vice-Président, commune de Gien

Jean-Pierre POUIGNY, Maire, 8<sup>ème</sup> Vice-Président, Maire de Saint Gondon

Michel TINDILLERE, 9<sup>ème</sup> Vice-Président, commune de Gien

Cédric CHAUVETTE, 10<sup>ème</sup> Vice-Président, commune de Saint Brisson

Philippe TAGOT, Maire, 11<sup>ème</sup> Vice-Président, Maire de Boismorand

Marie-Christine MEUNIER, Maire, 12<sup>ème</sup> Vice-Présidente, Maire de Le Moulinet sur Solin

#### Les Conseillers communautaires

##### **BOISMORAND**

Véronique PERRON

##### **COULLONS**

Philippe MARQUET - Agnès COUTANT - David BOUCHER - Nathalie HENRY

##### **GIEN**

Catherine DE METZ - Alain FAGART - Piedade E SILVA - Stéphane CORNEE - Yvette CONSTANTIN

Stéphanie FLANDRY - Frédérique PEREIRA - André TUISAT - Isabelle CADIER - Michel RAVOYARD

Rosinda PEDRO - Jean-Louis HIDAS

ARRABLOY (Commune associée à Gien)

Jacques GREUIN, délégué à titre consultatif

##### **LANGESSE**

Madame Marie LOSKOFF - Monsieur Jean-Christophe HUET, suppléant

##### **LES CHOUX**

Didier BONGIBAUT, Maire - Lionel RIGAL

##### **LE MOULINET SUR SOLIN**

Annie-Claude DUCOMMUN, suppléante

##### **NEVOY**

Nathalie LE HARDY

##### **POILLY LEZ GIEN**

Françoise LEROY - Laurent PRIEUR - Françoise ROBBIO - Maryse PELOILLE

##### **SAINT BRISSON SUR LOIRE**

Line FLEURY

##### **SAINT GONDON**

Nadine GABORET

##### **SAINT MARTIN SUR OCRE**

Bernadette MENEAU, Conseillère

## **1.2 Evolution statutaire**

Les compétences de la CDCG se sont développées progressivement, avec une structuration aujourd'hui avancée des services communautaires.

En 2015, les communes ont transféré de nouvelles compétences à la CDCG (arrêté préfectoral du 09/06/15) :

### **1-Compétences obligatoires**

1. Aménagement de l'espace : avec ajout du PLUi et retrait de l'instruction des ADS (renvoyée en compétences facultatives)
2. Actions de développement économique : fin de la limitation des interventions de la Communauté au seul périmètre des zones d'activités, ajout du tourisme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016
3. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016
4. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage (précédemment en compétences facultatives) et mention du rassemblement de Nevoy, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **2-Compétences optionnelles**

1. Protection et mise en valeur de l'environnement : élimination et valorisation des déchets, l'assainissement étant une compétence optionnelle en tant que telle.
2. Politique du logement et du cadre de vie :
  - Elaboration et mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat,
  - Elaboration et mise en œuvre d'une « Opération façades » visant à inciter les propriétaires occupants ou bailleurs privés à ravalier les façades dans les communes du territoire.
  - Aménagement des espaces publics des opérations « cœur de ville » et « cœur de village ».
- 2bis. Politique de la Ville : prise en compte de la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine :
  - Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville,
  - Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,
  - Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.
3. Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire. Par délibération du 26 juin 2015, le Conseil a défini que toutes les voiries hors chemins ruraux étaient d'intérêt communautaire.
4. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire. A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, la CDCG est compétente pour l'exploitation des bâtiments sportifs couverts.
5. Action sociale d'intérêt communautaire :
  - Un service de portage de repas à domicile,
  - Une aide financière à des projets d'utilité communautaire.
  - Un service petite enfance, comprenant le relais d'assistantes maternelles intercommunal ainsi que la construction, l'entretien et le fonctionnement des établissements d'accueils des 0-3 ans et l'aide à la parentalité d'intérêt communautaire.A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, sont reconnus d'intérêt communautaire :
  - Le multi-accueil Les petits princes à Gien, y compris l'Envolée, et Haut comme trois pommes à Coullons.
  - Création, aménagement, entretien et exploitation de la maison de santé pluridisciplinaire.
  - Un service centre de loisirs chargé de l'accueil de loisirs sans hébergement sur le temps extrascolaire.
  - Un service d'appui aux communes pour l'organisation de la réforme du temps scolaire.
6. Assainissement. Reprise des compétences de la Communauté en collectif et non collectif.

### **3-Compétences facultatives**

1. Politique sportive. A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, la Communauté des Communes est chargée par les Communes membres de l'animation sportive intercommunale. Celle-ci comprend l'école intercommunale des sports, les interventions en milieu scolaire.
2. Politique culturelle : préparation du transfert de la compétence programmation de spectacles au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
3. Politique en matière d'incendie et de secours.
4. Instruction des demandes d'autorisation d'occupation des sols et récolements non obligatoires.
5. Commissions de sécurité et d'accessibilité.

En outre la CDCG s'est dotée de la capacité de réaliser des prestations ou des opérations sous mandat (complément de l'instruction des ADS entre autre).

Par délibération du 9 octobre 2015, la CDCG a créé la **Commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées** (CIAPH). Par délibération du 14 octobre 2015, la Ville de Gien a créé la Commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées et décidé d'en déléguer les missions à la CDCG :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.
- établir un rapport annuel et faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.
- élaborer un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.
- être destinataire des projets d'Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'Ap) prévus à l'article L111-7-5 du code de la construction et de l'habitation concernant des établissements recevant du public situés sur le territoire communautaire.
- être destinataire des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L 111-7-9 du code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévu dans l'agenda d'accessibilité programmée mentionnée au même article quand l'agenda d'accessibilité programmé concerne un Etablissement Recevant du Public (ERP) situé sur les différents territoires communaux.

Par délibération du 9 octobre 2015, le **droit de préemption urbain**, lorsqu'il est institué dans les documents d'urbanisme des Communes, a été délégué aux Communes membres.

Pour ces deux nouvelles missions imparties à la CDCG, il convient d'affecter des moyens issus de ceux existants à la Ville de Gien et la CDCG.

Enfin dans le cadre de l'emménagement de la CDCG au centre administratif de la Ville de Gien, la mutualisation du service courrier (appareteur, affranchissement et enregistrement) est à élaborer.

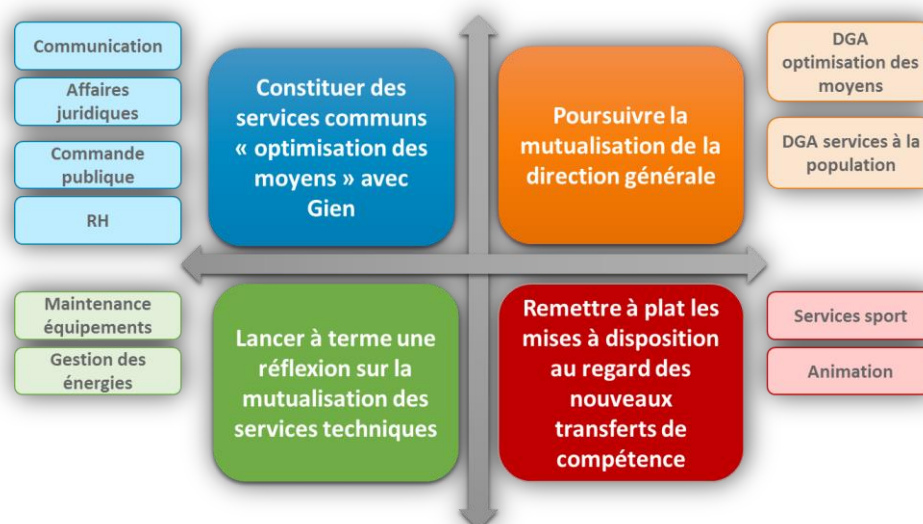
### 1.3 Mutualisation

Au 17 avril 2015 l'ensemble des communes avait approuvé le pré-projet du schéma de mutualisation voté par la Communauté des Communes Giennoises le 26 juin 2015.

Les élus communautaires se sont donnés des objectifs communs pour mieux guider la démarche de mutualisation des services. La mutualisation est conçue comme un projet de solidarité territoriale, visant à :

- **Assurer la pérennité de la qualité du cadre de vie des habitants pour améliorer l'attractivité et le développement du territoire ;**
- **Garantir le maintien et la qualité des services de proximité par la mise en place de services réactifs (éventuellement territorialisés) ;**
- **Optimiser la gestion des services publics sur le territoire par la recherche d'une plus grande efficacité de l'action publique ;**
- **Préserver des marges de manœuvre financières pour relever les défis à venir par l'optimisation financière du fonctionnement administratif.**

#### Schéma de mutualisation cible



Sur les 430 agents que compte l'ensemble des Communes membres fin 2014, la Ville de Gien emploie plus de 320 agents (75% des ressources humaines communales). Une grande partie des mutualisations existantes a donc naturellement concerné les agents de la ville-centre.

En 2014, la CDCG a **mutualisé une partie de la direction générale avec la ville-centre**, avec notamment une Directrice générale des services mutualisée, un Directeur des services techniques mutualisé, un Directeur de Cabinet mutualisé ainsi que le responsable des services à la population mutualisé.

De fait, l'exercice 2015 s'ouvre sur une nouvelle mutualisation portant à la fois sur un domaine de compétence, la culture, et un service fonctionnel, la communication, avec la **mise en place d'une saison culturelle unique** entre la Ville de Gien et la CDCG.

### Groupements de commandes

Décision de la CDCG de donner mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique du Loiret pour le lancement de la procédure de mise en concurrence en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance statutaire.

Adhésion de la CDCG à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Orléanaise.

Approbation de la convention pour la formation des représentants du personnel aux CHSCT Ville de Gien et Communauté des Communes Giennoises.

Approbation de la convention de groupement de commande pour l'élaboration des PLUi avec les Communautés des Communes du canton de Briare et du canton de Châtillon sur Loire.

<i>Marchés en groupement</i>	<i>Coordonnateur du groupement 2015</i>
Location de car avec chauffeurs	CDCG
Fourniture de carburant	CDCG
Diagnostic des ERP et proposition de rédaction d'un AD'AP	CDCG
Elagage	CDCG
Fourniture d'enrobé	CDCG
Travaux de voirie	CDCG
Signalisation horizontale	CDCG
Tests buts	CDCG
Système de sécurité incendie	CDCG
Signalisations tricolores	CDCG
Magasin (Electricité, plomberie, Quincaillerie, ...)	CDCG
Fourniture de calcaire	CDCG
Location de véhicules	CDCG
Fourniture de papier	Ville de Gien
Fourniture de bureaux	Ville de Gien
Vêtements de travail et EPI	Ville de Gien
Prestation de service pour assistance, dépannage et conseil informatique	Ville de Gien
Formations CACES et habilitations électriques	Ville de Gien
Travaux d'éclairage public	Ville de Gien
Matériel informatique	Ville de Gien
Entretien chauffage	Ville de Gien
Produits alimentaires	Ville de Gien
Produits horticoles	Ville de Gien
Produits d'entretien	Ville de Gien
Titres restaurant	Ville de Gien
Distributeurs de boissons et friandises	Ville de Gien
Fourniture de documents imprimés	Ville de Gien
Vérification des aires de jeux	Ville de Gien
Dératisation	Ville de Gien
Fournitures scolaires	Ville de Gien
Consommables informatiques	Ville de Gien
Ouvrage et livres	Ville de Gien

### Conventions de mise à disposition de personnel

Approbation de mise à disposition individuelle d'agents du service des sports par la Communauté des Communes Giennoises aux clubs sportifs.

## Conventions de mise à disposition de service

Services mis à disposition ascendante par Commune au 1/7/2015								
	restauration	animation	transport	locaux	voirie	bâtiments sportifs	assainissement	locaux petite enfance
Coullons	X	535 H	80 H	300 €	1 643 H	110 H		8 650 €
					25 331 €			
Boismorand	hors personnel			200 €	539 H		160 H	
					10 700 €			
Poilly	X	430 H		500 €	3 202 H	52 H		
				66 H	28 377 €			
SIS	X	239 H						
	151,67 H							
Saint Martin				200 €	1 189 H	272 H		
					20 969 €			
Saint Brisson					1 667,5 H	14 H		
					10 150 €			
Saint Gondon	X	829,5 H		500 €	151 H	172 H		
					239 €	236 €		
Nevoy	X	210 H		400 €	1 738,5 H	236 H		
				60 H	16 925 €	804,19 €		
Langesse					9 755 €			
Le Moulinet					100 H			
					1 978 €			
Les Choux					980 H	10 H	30 H	
						5 332 €	85,25 €	
Gien	X	6 712 H	10 176 €	4 235 €	6 392 H			448 H
				235 H	1 613,50 €			

Les conventions ci-dessus ont mis fin aux mises à disposition individuelles d'agents municipaux à la CDCG.

Depuis 2011, la Communauté des Communes Giennoises propose, aux Communes membres, une formation sur le thème de la Prévention des Risques liés à l'Activité Physique (PRAP). Cette formation est dispensée par l'Assistant de Prévention de la Communauté des Communes Giennoises a été renouvelée en 2015.

Mise à disposition d'une partie du service d'instruction du droit des sols par la Communauté des Communes Giennoises à la Communauté des Communes du Canton de Briare de juillet à décembre 2015.

Services mutualisés	Part Ville de Gien	Part CDCG	échéance
<b>Culture (3 agents)</b>	60%	40%	1 <sup>er</sup> avril 2016
<b>Communication (1 agent)</b>	60%	40%	1 <sup>er</sup> septembre 2016
<b>Direction générale et Cabinet (5 agents)</b>	50%	50%	31 décembre 2018
<b>Responsable du service sports jeunesse</b>	30%	70%	31 décembre 2018
<b>Service ALSH</b>	867 heures		31 décembre 2018
<b>Service Sports</b>	1097 heures		31 décembre 2018

## Services communs

Des conventions constitutives des services communs ont été approuvées : finances, ressources humaines, commande publique et services techniques entre la Communauté des Communes Giennoises et la Ville de Gien.

### QUOTITE SERVICES COMMUNS FINANCE-COMMANDE PUBLIQUE ET RH

ETP	Avant transfert de compétences au 31/12/2014		Après transfert de compétences	
	CDCG	Ville de Gien	CDCG	Ville de Gien
Nombre ETP total	60,61	311,88	135,61	236,88
			<b>36%</b>	<b>64%</b>
RH	2	5,8	2,84	4,96
Finances	2,8	3,8	2,40	4,20
Commande publique	2	2,8	1,75	3,05

### SERVICE TECHNIQUE

	Nb total	Répartition
VILLE	54	61%
TITULAIRE	48	
NON TITULAIRE	6	
CDCG	34	39%
TITULAIRE	25	
NON TITULAIRE	9	

## Suivi des indicateurs

Les élus communautaires ont ainsi défini les modalités d'évaluation du schéma de mutualisation :

- L'année 2013 constitue le point de référence des évaluations réalisées chaque année.
- Un dispositif d'évaluation est mis en place dès 2015. Il exigera que chacune des collectivités communique toutes les informations, notamment financières, utiles à la mesure des impacts réels de la mutualisation sur chacun des partenaires.
- Indicateur 1 = évolution des effectifs par service à compter du 31 décembre 2013 pour la Ville de Gien et la CDCG
- Indicateur 2 = évolution du coût du personnel à compter du compte administratif 2013 pour la Ville de Gien et la CDCG
- Indicateur 3 = évolution des comptes administratifs à compter de 2013 des Communes et de la CDCG.

Conformément à la Loi, le conseil a approuvé la première évaluation du schéma avec le débat sur les orientations budgétaires 2016 le 20 novembre 2015.

## Synthèse d'évolution des effectifs :

	Au 31/12/2013		Au 31/12/2014		Au 31/12/2015	
	Nombre agents	ETP	Nombre agents	ETP	Nombre agents	ETP
CDCG	61	59,7	63	60,6	197	192,6
Ville de Gien	350	314,75	336	311,88	185	161,81
<b>TOTAL</b>	<b>411</b>	<b>374,45</b>	<b>399</b>	<b>372,48</b>	<b>383</b>	<b>354,41</b>



**COMPTES ADMINISTRATIFS PREVISIONNEL 2013 - COMMUNES et CDCG - Budget principal**

CHAPITRE	CDCG	GIE	POILLY LEZ GIE	COULLONS	SAINTE MARTIN / OCRE	SAINTE BRISSON / LOIRE	SAINTE GONDON	NEVOY	LES CHOUX	LANGESSE	LE MOULINET	BOISMORAND	TOTAL
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>19 489 330,15</b>	<b>21 208 162,73</b>	<b>2 244 877,25</b>	<b>2 543 849,37</b>	<b>1 148 873,44</b>	<b>1 015 811,30</b>	<b>1 093 847,00</b>	<b>1 212 924,55</b>	<b>948 744,82</b>	<b>128 726,12</b>	<b>272 263,15</b>	<b>1 147 001,85</b>	<b>52 454 411,73</b>
70 - Ventes de produits, prestations services	114 345,97	1 642 923,72	129 884,12	145 502,61	7 501,49	44 955,37	54 356,00	74 627,27	2 277,86	823,78	323,00	13 726,18	2 231 247,37
73 - Impôts et taxes	12 098 811,32	13 210 086,76	1 105 222,25	1 097 703,42	529 418,84	404 950,24	402 789,00	520 367,25	280 472,04	54 617,00	83 686,45	559 075,48	30 347 200,05
74 - Dotations et participations	4 403 871,53	4 205 656,28	409 916,43	679 410,76	299 822,95	252 544,13	238 441,00	281 874,32	94 475,82	33 509,00	37 926,31	135 993,02	11 073 441,55
013 - Atténuation de charges	72 497,62	61 706,93	35 578,66	24 391,43	13 842,56	21,90	23 092,00	16 881,12	12 967,78	682,99	-	1 261,00	262 923,99
75 - Autres produits de gestion courante	3 817,58	218 808,91	40 315,18	213 478,61	4 731,53	23 530,31	41 117,00	23 199,01	23 545,00	2 196,50	3 885,60	10 292,70	608 907,93
76 - Produits financiers													-
77 - Produits exceptionnelles	417 505,55	299 626,79	22 490,12	5 081,71	3 506,33	89 043,18	25 569,00	24 704,32	44 281,32	4 463,12	7 569,14	9 452,05	953 292,63
78 - Reprise sur amortissements													-
79 - Transfert de charges													-
66 - Charges financières													-
042 - Opérations d'ordre	71 553,00	119 411,74	36 495,09	60 823,09	2 486,86	2 346,41			105,56	1 599,09	2 928,50	15 807,88	313 557,22
002 - Excédent reporté	2 306 927,58	1 449 941,60	464 975,40	317 457,74	287 572,88	198 419,76	308 483,00	271 271,26	490 619,44	30 834,64	135 944,15	401 393,54	6 663 840,99
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>14 831 975,95</b>	<b>18 454 479,66</b>	<b>1 650 457,60</b>	<b>1 868 065,47</b>	<b>693 597,94</b>	<b>718 546,12</b>	<b>628 972,00</b>	<b>882 565,84</b>	<b>363 520,46</b>	<b>80 942,11</b>	<b>110 849,11</b>	<b>639 028,29</b>	<b>40 923 000,55</b>
011 - Charges à caractère général	1 269 884,59	4 639 330,35	589 757,87	732 282,75	187 834,96	215 278,07	188 043,00	368 555,79	105 579,60	14 229,57	28 054,04	140 284,32	8 479 114,91
012 - Charges de personnel	2 165 805,59	10 620 750,64	804 517,72	928 435,04	232 348,81	201 152,76	233 658,00	386 673,60	134 251,94	33 576,81	62 126,58	119 332,87	15 922 630,36
65 - Autres charges de gestion courante	4 513 062,03	1 452 908,50	138 154,46	125 604,43	190 459,20	159 939,45	130 256,00	70 776,40	76 758,84	20 322,37	12 465,89	251 956,32	7 142 663,89
014 - Atténuation de produits (FFIC)	5 829 801,66	141 908,00	16 456,00	16 724,00	59 129,60	6 648,00	26 665,00	25 969,55	3 500,00	5 622,18	1 036,00	91 349,00	6 224 808,99
66 - Charges financières	494 626,08	415 314,32	50 540,09	17 988,08	21 242,01	19 540,95	31 308,00	29 719,48	4 712,50	579,09	238,10	9 934,44	1 095 743,14
67 - Charges exceptionnelles	58 232,64	2 622,57	2 576,82	3 346,21		26 120,00	15 993,00	871,02				49,20	109 811,46
68 - Dotations aux amortissements							3 049,00						3 049,00
042 - Opérations d'ordre	500 563,36	1 181 645,28	48 454,64	43 684,96	2 583,36	89 866,89			38 717,58	6 612,09	6 928,50	26 122,14	1 945 178,80
<b>Capacité d'Autofinancement (année N)</b>	<b>2 779 436,98</b>	<b>2 365 975,01</b>	<b>141 403,80</b>	<b>341 188,03</b>	<b>167 799,12</b>	<b>186 365,90</b>	<b>159 441,00</b>	<b>59 087,45</b>	<b>133 216,94</b>	<b>21 962,37</b>	<b>29 469,89</b>	<b>116 894,28</b>	<b>6 502 240,77</b>
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>5 037 692,21</b>	<b>3 989 803,56</b>	<b>657 661,73</b>	<b>1 772 239,91</b>	<b>362 403,47</b>	<b>247 806,01</b>	<b>31 375,00</b>	<b>40 257,11</b>	<b>211 359,82</b>	<b>35 467,09</b>	<b>37 699,71</b>	<b>197 735,85</b>	<b>12 621 001,47</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves	1 242 488,47	1 967 716,07	257 502,68	99 412,02	122 045,48	114 820,66	4 438,00		151 663,24	5 855,00	28 601,21	123 113,34	4 117 656,17
13 - Subventions	626 206,00	158 286,22	44 124,00	113 116,00	113 116,00	15 677,00	12 400,00	33 025,00	20 979,00			40 400,00	1 064 216,22
16 - Emprunts et dettes assimilées		21 516,56		852 045,93		4 862,00	4 000,00	-		23 000,00			905 424,49
19 - Différences sur réalisations d'immo.								-					-
20 - Immobilisations incorporelles								-					-
204 - Subventions d'équipements versées								-					-
21 - Immobilisations corporelles								7 232,11				5 493,09	12 725,20
23 - Immobilisations en cours								-					-
28 - Amortissement des immobilisations								-					-
040 - Opérations d'ordre	500 563,36	1 181 645,28	48 454,64	43 684,96	2 583,36	89 866,89	9 222,00	-	38 717,58	6 612,09	6 928,50	26 122,14	1 954 400,80
041 - Opérations patrimoniales		644 393,75	48 498,66		30 547,25	156,75		-			2 170,00	2 607,28	728 373,69
45 - Compta distincte Opération pour le compte de tiers		12 535,64						-					12 535,64
001 - Excédent reporté	2 596 427,38				22 120,38	20 329,71		-					2 638 877,47
Reste à réaliser	72 007,00	3 210,04	303 205,75	732 973,00	71 991,00	2 093,00	1 312,00	-					1 186 791,79
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>7 867 102,65</b>	<b>6 328 211,65</b>	<b>1 003 643,60</b>	<b>2 438 512,94</b>	<b>753 077,81</b>	<b>331 904,42</b>	<b>191 215,00</b>	<b>319 338,39</b>	<b>165 942,17</b>	<b>42 504,75</b>	<b>43 833,12</b>	<b>262 828,25</b>	<b>19 748 114,75</b>
13 - Subventions d'investisseurs								-					-
16 - Emprunts et dettes assimilées	666 756,74	1 421 715,17	143 792,17	78 228,23	58 316,03	26 974,68	41 625,00	90 314,63	16 687,45	3 085,96	5 007,09	26 800,89	2 379 304,04
19 - Différences sur réalisations d'immo.								-					-
20 - Immobilisations incorporelles	58 186,64	38 814,34	6 033,50	20 985,12	45 099,77	2 631,20	6 469,00	-	3 430,60	1 231,88			182 882,05
204 - Subventions d'équipements versées	88 534,07							-					88 534,07
21 - Immobilisations corporelles	83 103,12	970 398,57	92 034,40		28 794,52	65 137,56	81 737,00	77 318,50		36 262,08		167 411,86	1 602 197,61
23 - Immobilisations en cours	4 324 263,92	1 333 170,96	146 324,17	1 360 577,02	174 045,15	140 471,82	56 210,00	47 591,38	79 044,75		11 620,32		7 673 319,49
26 - Participations		300,00						-					300,00
28 - Amortissement des immobilisations								-					-
040 - Opérations d'ordre	71 553,00	119 411,74	36 495,09	60 823,09	2 486,86	2 346,41	5 174,00	-	105,56	1 599,09	2 928,50	15 807,88	318 731,22
041 - Opérations patrimoniales		644 393,75	48 498,66		30 547,25	156,75		-			2 170,00	2 607,28	728 373,69
45 - Comptabilité distincte		12 535,64			-			-					12 535,64
001 - Déficit reporté		900 558,91	420 649,03	48 312,49				102 113,88	51 040,24	325,74	22 107,21	22 800,34	1 567 907,84
Reste à réaliser	2 574 705,16	886 712,57	109 816,58	869 586,99	413 788,23	94 186,00		2 000,00	15 633,57			27 400,00	4 993 829,10
<b>EXCEDENT GENERAL</b>	<b>1 827 943,76</b>	<b>414 774,98</b>	<b>248 437,78</b>	<b>9 510,87</b>	<b>64 601,16</b>	<b>213 166,77</b>	<b>305 035,00</b>	<b>51 277,43</b>	<b>630 642,01</b>	<b>40 746,35</b>	<b>155 280,63</b>	<b>442 881,16</b>	<b>4 404 297,90</b>

**COMPTES ADMINISTRATIFS PREVISIONNEL 2014 - COMMUNES et CDG - Budget principal**

CHAPITRE	CDCG	GIEN	POILLY LEZ GIEN	COULLONS	SAINT MARTIN / OCRE	SAINT BRISSON / LOIRE	SAINT GONDON	NEVOY	LES CHOUX	LANGESSE	LE MOULINET	BOISMORAND	TOTAL
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>19 113 184,80</b>	<b>20 646 015,52</b>	<b>2 025 659,63</b>	<b>2 228 532,35</b>	<b>1 024 219,29</b>	<b>912 117,99</b>	<b>738 451,00</b>	<b>1 209 679,30</b>	<b>990 799,43</b>	<b>128 330,59</b>	<b>288 862,52</b>	<b>1 153 353,24</b>	<b>50 459 205,53</b>
70 - Ventes de produits, prestations services	161 438,87	1 634 621,42	129 408,78	138 659,68	10 649,49	46 136,91	57 754,00	79 405,55	2 376,40	911,33	195,00	20 184,60	2 281 742,03
73 - Impôts et taxes	12 758 810,37	13 091 504,71	1 135 317,03	1 101 620,75	531 913,79	385 909,04	399 898,00	529 464,95	265 625,74	54 246,41	85 886,93	494 443,24	30 774 640,96
74 - Dotations et participations	4 166 025,48	4 216 901,14	374 440,11	598 827,44	255 281,53	236 483,31	219 955,00	273 623,42	97 727,53	29 350,26	46 813,56	140 241,95	10 655 670,73
013 - Atténuation de charges	28 613,71	40 540,66	46 587,12	31 487,36	8 212,41		15 000,00	65 811,75	16 334,15	-			253 854,16
75 - Autres produits de gestion courante	1 050,00	223 881,52	36 369,55	115 989,48	5 554,43	18 020,33	39 846,00	32 140,19	22 739,00	2 750,50	3 932,22	14 340,23	516 613,45
76 - Produits financiers													
77 - Produits exceptionnelles	143 952,61	728 597,29	25 561,94	64 352,94	127 824,42	4 745,43	2 949,00	818,15	772,12	-	3 108,67	293,34	1 102 975,31
78 - Reprise sur amortissements		270 844,00					3 049,00	-	-	-	-		273 893,00
79 - Transfert de charges								-	-	-	-		-
66 - Charges financières								-	-	-	-		-
042 - Opérations d'ordre	25 360,00	24 349,80	33 556,05	168 083,83	20 182,06	7 656,20							279 187,94
002 - Excédent reporté	1 827 333,76	414 774,98	244 419,65	9 510,87	64 601,16	213 166,77		228 415,29	585 224,36	41 072,09	148 926,14	542 582,88	4 320 627,95
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>15 242 465,24</b>	<b>19 142 127,69</b>	<b>1 688 734,65</b>	<b>2 057 061,35</b>	<b>845 830,87</b>	<b>558 185,19</b>	<b>697 417,00</b>	<b>904 190,71</b>	<b>319 432,39</b>	<b>88 586,77</b>	<b>109 744,16</b>	<b>475 854,29</b>	<b>42 129 630,31</b>
011 - Charges à caractère général	1 434 100,97	4 434 346,44	552 795,48	692 687,73	171 831,44	177 254,74	243 685,00	314 090,98	94 518,62	27 325,87	33 670,54	118 964,80	8 295 272,61
012 - Charges de personnel	2 183 046,59	10 853 268,87	862 846,13	936 785,91	239 067,18	187 510,44	245 916,00	454 243,93	137 095,26	34 274,55	63 284,03	123 340,10	16 320 678,99
65 - Autres charges de gestion courante	4 560 466,42	1 566 033,42	137 685,06	134 860,31	204 645,18	145 336,06	145 199,00	79 409,46	77 975,71	18 699,21	11 162,15	128 437,62	7 209 909,60
014 - Atténuation de produits (FPIC)	6 024 948,63	207 901,00	24 471,00	24 678,00	62 762,60	9 548,00	28 937,00	29 946,55	5 419,00	5 924,18	1 507,00	93 779,00	6 519 821,96
66 - Charges financières	533 707,52	402 531,08	47 218,90	58 324,09	18 937,98	18 625,41	30 600,00	26 236,13	4 206,01	1 131,08	120,44	8 857,05	1 150 495,69
67 - Charges exceptionnelles	32,00	9 907,02	812,59	1 313,24		11 200,00		31,00	263,66	217,79			23 777,30
68 - Dotations aux amortissements								3 049,00	-	-	-		3 049,00
042 - Opérations d'ordre	506 163,11	1 668 139,86	62 905,49	208 412,07	148 586,49	8 710,54				1 231,88		2 475,72	2 606 625,16
<b>Capacité d'Autofinancement (année N)</b>	<b>2 523 588,91</b>	<b>2 462 058,91</b>	<b>1 21 854,77</b>	<b>202 288,37</b>	<b>242 191,69</b>	<b>141 820,37</b>	<b>41 034,00</b>	<b>77 073,30</b>	<b>86 142,55</b>	<b>- 96,39</b>	<b>30 192,22</b>	<b>137 391,79</b>	<b>6 065 540,49</b>
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>4 779 631,80</b>	<b>4 704 763,05</b>	<b>1 081 425,38</b>	<b>2 086 419,74</b>	<b>808 576,29</b>	<b>152 275,29</b>	<b>306 671,33</b>	<b>142 433,25</b>	<b>81 938,68</b>	<b>78 758,84</b>	<b>14 434,41</b>	<b>138 514,58</b>	<b>14 375 842,64</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves	3 439 973,44	2 632 643,76	363 183,49	723 268,07	421 544,83	95 949,56	200 622,68	138 044,25	17 811,46	7 526,96	14 283,41	94 206,86	8 149 057,77
13 - Subventions	331 486,00	170 097,98	105 336,40		124 036,50	32 040,00	2 000,00	4 128,00	3 076,00	-	152,00	41 032,00	813 384,88
16 - Emprunts et dettes assimilées		18 881,45	550 000,00	151 523,60	70 000,00	3 451,00	101 000,00	260,00		-		800,00	895 916,05
19 - Différences sur réalisations d'immo.										-	-		-
20 - Immobilisations incorporelles										-	-		-
204 - Subventions d'équipements versées										-	-		-
21 - Immobilisations corporelles										-	-		-
23 - Immobilisations en cours	1 488,25					1 737,60				-	-		3 225,85
28 - Amortissement des immobilisations										-	-		-
040 - Opérations d'ordre	506 163,11	1 668 139,86	62 905,49	208 412,07	148 586,49	8 710,54	3 048,65	1,00		1 231,88		2 475,72	2 609 674,81
041 - Opérations patrimoniales		215 000,00		1 000 000,00	44 408,47	2 392,00				-			1 261 800,47
45 - Compta distincte Opération pour le compte de tiers				3 216,00						-			3 216,00
001 - Excédent reporté						7 994,59			61 051,22				69 045,81
Reste à réaliser	500 521,00									70 000,00			570 521,00
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>6 983 978,76</b>	<b>5 710 164,15</b>	<b>1 132 828,70</b>	<b>2 269 239,20</b>	<b>733 681,25</b>	<b>125 326,41</b>	<b>105 008,02</b>	<b>189 209,58</b>	<b>74 046,54</b>	<b>103 391,87</b>	<b>25 515,70</b>	<b>393 808,99</b>	<b>17 845 074,17</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves					1 125,00								1 125,00
13 - Subventions d'investisseurs					1 507,00				2 979,00	-			4 486,00
16 - Emprunts et dettes assimilées	535 646,11	1 409 481,04	119 961,55	108 226,30	59 628,74	25 803,30	50 727,05	79 140,22	17 301,50	24 429,05	5 124,75	27 878,28	2 463 347,89
19 - Différences sur réalisations d'immo.										-	-		-
20 - Immobilisations incorporelles	26 741,91	51 210,23		7 752,50	16 925,68		3 418,20	10 667,03		1 236,00			117 951,55
204 - Subventions d'équipements versées	119 749,02									-			119 749,02
21 - Immobilisations corporelles	53 320,11	850 609,61	110 140,94	11 113,50	89 688,40	33 259,58	50 862,77	58 497,25	20 730,84	1 014,90	6 877,54	227 407,22	1 513 522,66
23 - Immobilisations en cours	902 169,53	1 161 679,65	329 799,12	441 188,03	450 314,79	26 875,33		40 905,08	13 014,00	5 076,00			3 371 021,53
26 - Participations										-	-		-
28 - Amortissement des immobilisations										-	-		-
040 - Opérations d'ordre	25 360,00	24 349,80	33 556,05	168 083,83	20 182,06	7 656,20							279 187,94
041 - Opérations patrimoniales		215 000,00		1 000 000,00	44 408,47	2 392,00				-			1 261 800,47
45 - Comptabilité distincte				3 216,00						-			3 216,00
001 - Déficit reporté	326 712,28	1 455 405,56	539 371,04	529 659,04	48 877,11				6 711,92	6 133,41	4 529,49		2 917 393,85
Reste à réaliser	4 994 379,80	542 428,26		1 024,00		29 340,00			20 021,20	64 924,00	7 380,00	134 000,00	5 793 397,26
<b>EXCEDENT GENERAL</b>	<b>1 666 372,60</b>	<b>498 486,73</b>	<b>285 521,66</b>	<b>- 11 348,46</b>	<b>253 283,46</b>	<b>380 881,68</b>	<b>242 697,31</b>	<b>258 712,26</b>	<b>679 259,18</b>	<b>15 110,79</b>	<b>168 037,07</b>	<b>422 204,54</b>	<b>4 860 343,69</b>

COMPTES ADMINISTRATIFS PREVISIONNEL 2015 - COMMUNES et CDCG - Budget principal

CHAPITRE	CDCG	GIEN	POILLY LEZ GIEN	COULLONS	SAINT MARTIN / OCRE	SAINT BRISSON / LOIRE	SAINT GONDON	NEVOY	LES CHOUX	LANGESSE	LE MOULINET	BOISMORAND	TOTAL
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>21 183 250</b>	<b>18 584 118</b>	<b>1 836 891</b>	<b>1 903 732</b>	<b>1 022 375</b>	<b>2 875 173</b>	<b>1 123 361</b>	<b>1 122 067</b>	<b>1 055 513</b>	<b>178 321</b>	<b>300 069</b>	<b>1 034 578</b>	<b>52 219 450</b>
70 - Ventes de produits, prestations services	1 492 660	1 533 602	189 096	205 849	27 789	23 495	91 025	100 552	3 202	1 826	2 265	27 172	3 698 533
73 - Impôts et taxes	13 775 000	11 981 560	1 072 909	1 026 169	550 911	380 344	429 856	535 897	264 668	61 273	86 409	434 246	30 599 242
74 - Dotations et participations	4 150 979	3 612 772	340 820	519 009	245 578	219 221	194 284	248 465	80 738	15 685	28 948	127 951	9 784 540
013 - Atténuation de charges	7 071	55 784	35 812	18 603	1 076	10 656	19 520	49 027	12 986	4 878		920	216 333
75 - Autres produits de gestion courante	15 771	202 493	25 352	106 156	4 197	18 203	44 916	24 635	21 588	1 202	4 032	18 782	487 327
76 - Produits financiers					0	0	0	0	0	0	0	0	0
77 - Produits exceptionnelles	3 257	80 354	5 991	8 091	4 262	506 222	3 426	1 484	964	78 347	7 412	3 304	703 113
78 - Reprise sur amortissements		590 656			0	0	0				838		591 494
79 - Transfert de charges				0									0
66 - Charges financières													0
042 - Opérations d'ordre	72 139	28 410			19 855	10 174	1 363 099					2 130	1 495 806
002 - Excédent reporté	1 666 373	498 487	166 911	0	178 388	353 933	340 334	162 006	671 367	15 111	168 037	422 205	4 643 151
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>17 737 541</b>	<b>16 907 902</b>	<b>1 619 031</b>	<b>1 792 688</b>	<b>713 490</b>	<b>2 407 523</b>	<b>646 268</b>	<b>917 531</b>	<b>313 512</b>	<b>148 659</b>	<b>110 044</b>	<b>459 552</b>	<b>43 773 741</b>
011 - Charges à caractère général	1 893 591	3 955 078	562 765	609 142	138 658	162 244	158 101	310 001	97 663	13 603	24 888	104 356	8 030 090
012 - Charges de personnel	4 952 094	9 412 830	856 220	955 154	245 984	189 474	250 710	388 344	35 616	63 898	63 898	128 446	17 616 732
65 - Autres charges de gestion courante	5 189 856	1 838 096	100 499	130 546	200 825	148 607	145 776	77 432	65 671	17 642	11 772	117 335	8 044 058
014 - Atténuation de produits (FPIC)	4 630 571	297 012	45 134	35 342	98 984	32 970	54 168	61 781	7 518	6 906	3 724	99 194	5 373 303
66 - Charges financières	633 671	364 285	42 355	50 920	16 361	9 470	30 676	23 427	3 662	362	124	7 736	1 183 050
67 - Charges exceptionnelles		2 532	2 593	11 283		660	0	14 061	1 036	73 347			105 512
68 - Dotations aux amortissements				0			6 837			1 183		2 484	10 504
042 - Opérations d'ordre	437 758	1 038 069	9 465	300	12 678	1 864 099		42 486			5 637		3 410 492
<b>Capacité d'Autofinancement (année N)</b>	<b>2 144 955</b>	<b>1 596 732</b>	<b>60 414</b>	<b>91 489</b>	<b>133 001</b>	<b>614 717</b>	<b>143 596</b>	<b>85 016</b>	<b>70 634</b>	<b>15 734</b>	<b>24 658</b>	<b>155 306</b>	<b>5 136 254</b>
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>5 882 284</b>	<b>2 599 593</b>	<b>611 001</b>	<b>1 051 596</b>	<b>142 343</b>	<b>1 986 240</b>	<b>78 431</b>	<b>294 527</b>	<b>57 232</b>	<b>137 248</b>	<b>170 428</b>	<b>369 979</b>	<b>13 369 902</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves	2 532 507	1 392 625	287 086	389 130	48 746	41 192	35 919	216 553	13 675	30 010	15 583	267 763	5 270 788
13 - Subventions	565 336	133 625	104 450	171 801		13 211		35 308	15 644	32 708	100 238	89 476	1 261 797
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 288	24 274	210 000	490 366		4 811		180				600	731 519
19 - Différences sur réalisations d'immo.						0					40 000		40 000
20 - Immobilisations incorporelles						0						5 600	5 600
204 - Subventions d'équipements versées						0							0
21 - Immobilisations corporelles						0				73 347			73 347
23 - Immobilisations en cours	55 983					600							56 583
27 - Autres immobilisations financières		11 000											
28 - Amortissement des immobilisations										1 183			1 183
040 - Opérations d'ordre	437 758	1 038 069	9 465	300	12 678	1 864 099		42 486			5 637	2 484	3 412 976
041 - Opérations patrimoniales						2 631					8 970	4 056	15 657
45 - Compta distincte Opération pour le compte de tiers						0							0
001 - Excédent reporté	2 289 412				75 919	56 289	42 512		27 913				2 492 045
Reste à réaliser					5 000	3 407							8 407
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>6 418 048</b>	<b>3 116 113</b>	<b>622 810</b>	<b>501 263</b>	<b>160 062</b>	<b>1 993 332</b>	<b>191 415</b>	<b>331 354</b>	<b>365 742</b>	<b>105 122</b>	<b>229 727</b>	<b>393 967</b>	<b>13 895 954</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves						0							0
13 - Subventions d'investisseurs						0		20 408					20 408
16 - Emprunts et dettes assimilées	465 764	1 399 729	115 944	106 543	38 294	18 400	144 149	78 726	17 939	1 493	208	29 399	2 416 588
19 - Différences sur réalisations d'immo.						0							0
20 - Immobilisations incorporelles	76 642	18 789	3 737	3 540	4 610	0		3 478		1 307			112 102
204 - Subventions d'équipements versées	185 034				0			46 823					231 857
21 - Immobilisations corporelles	152 113	409 513	119 826	22 431	52 043	61 550	40 429	37 860	60 923			187 517	1 144 205
23 - Immobilisations en cours	2 649 417	345 861	331 900	166 074	10 404	1 200			76 352	50 380	178 167		3 809 755
26 - Participations						0							0
27 - immobilisations financières		33 000				500 000							
28 - Amortissement des immobilisations						0	6 837						6 837
040 - Opérations d'ordre	72 139	28 410			19 855	10 174	1 363 099				2 130	4 056	1 499 862
041 - Opérations patrimoniales						2 631					8 970		11 601
45 - Comptabilité distincte						0						121 294	121 294
001 - Déficit reporté		462 973	51 403	182 819				144 059		29 709	3 701	51 700	926 365
Reste à réaliser	2 816 939	417 838			44 537	46 452			210 528	22 235	36 551		3 595 079
<b>EXCEDENT GENERAL</b>	<b>2 909 946</b>	<b>1 159 696</b>	<b>206 051</b>	<b>661 377</b>	<b>291 166</b>	<b>460 557</b>	<b>364 109</b>	<b>167 709</b>	<b>433 491</b>	<b>61 788</b>	<b>130 727</b>	<b>551 039</b>	<b>7 919 657</b>

## 1.4 Ressources Humaines

### Les emplois permanents au 31 décembre 2015

173

Catégorie A	<ul style="list-style-type: none"> <li>14 permanents</li> <li>2 contractuels sur emploi permanent</li> </ul>
Catégorie B	<ul style="list-style-type: none"> <li>28 permanents</li> <li>3 contractuels sur emploi permanent</li> </ul>
Catégorie C	<ul style="list-style-type: none"> <li>124 permanents</li> <li>2 contractuels sur emploi permanent</li> </ul>



Les emplois permanents par filière	
Administrative	44
Animation	10
Médico-sociale	12
Sociale	5
Sportive	10
Technique	92
	<b>173</b>

### Les emplois non permanents

24

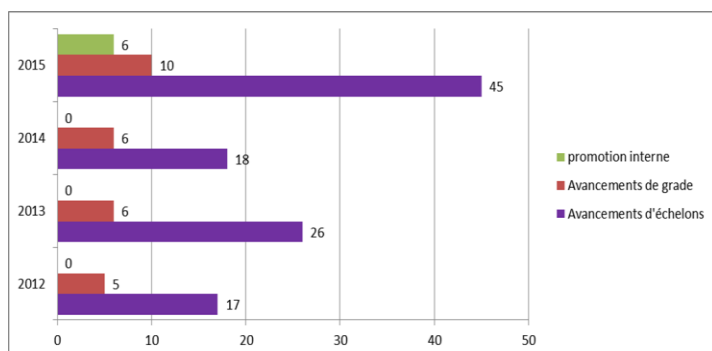
- . 1 collaborateur de cabinet
- . 9 CAE
- . 10 emplois d'avenir
- . 4 apprentis

**TOTAL  
permanents  
et non  
permanents  
197**

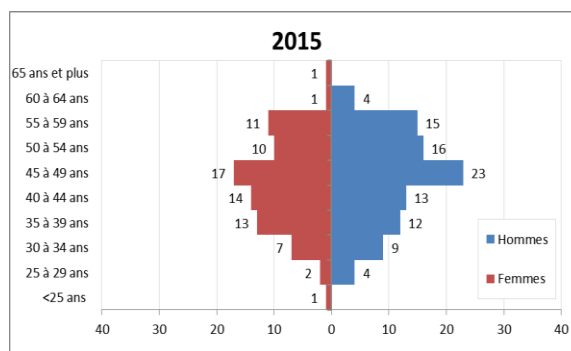
### Mobilité externe

2013	2014	2015
<b>3 départs</b>	<b>5 départs</b>	<b>9 départs</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>1 mutation externe</li> <li>2 démissions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2 fins de contrat</li> <li>1 mise en disponibilité</li> <li>1 départ en retraite</li> <li>1 décès</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 fins de contrat</li> <li>1 démission</li> <li>1 mise en disponibilité</li> <li>1 départ en retraite</li> <li>1 fin de détachement</li> </ul>
<b>1 arrivée</b>	<b>4 arrivées</b>	<b>120 arrivées</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>1 catégorie C - Filière administrative <i>(réintégration suite à disponibilité)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2 catégorie A - Filière administrative</li> <li>1 catégorie A - Filière technique</li> <li>1 catégorie B - Filière sociale</li> <li>1 catégorie B - Filière animation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>54 transferts compétences</li> <li>60 pour services communs</li> <li>1 catégorie A - Filière administrative</li> <li>1 catégorie B - Filière sociale</li> <li>4 catégorie C</li> </ul>

### Carrière



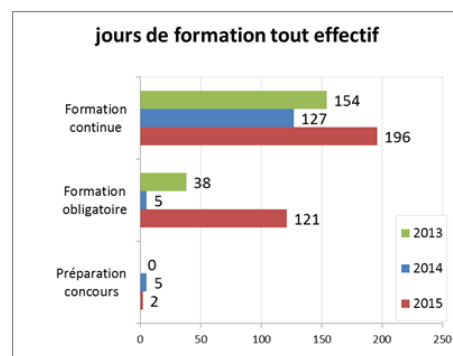
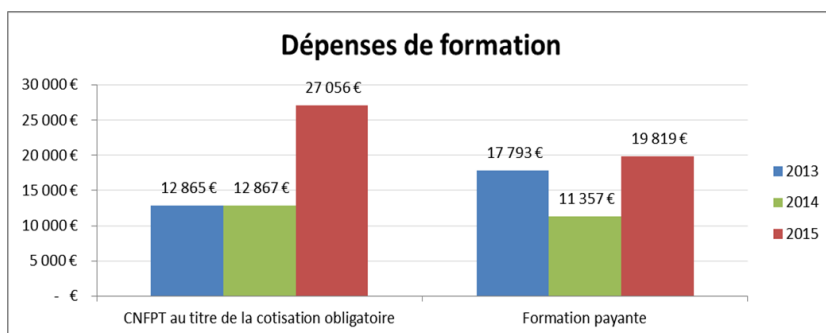
### Pyramide des âges :



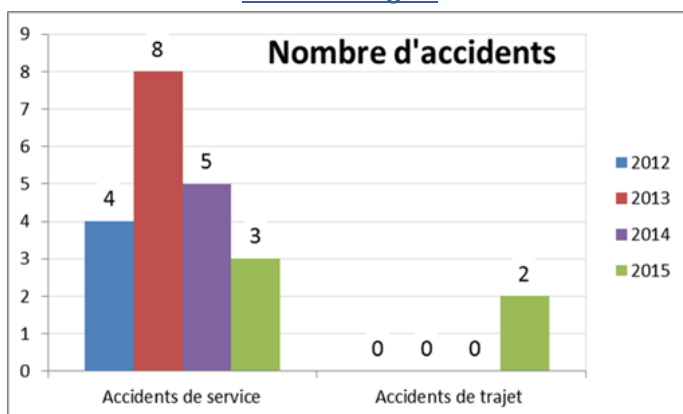
## Rémunération



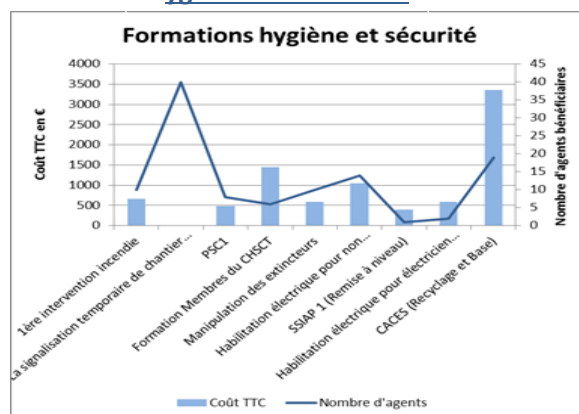
## Formation



## Accidentologie :



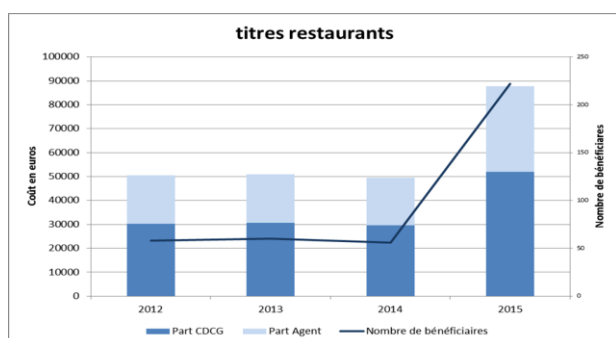
## Hygiène et la sécurité



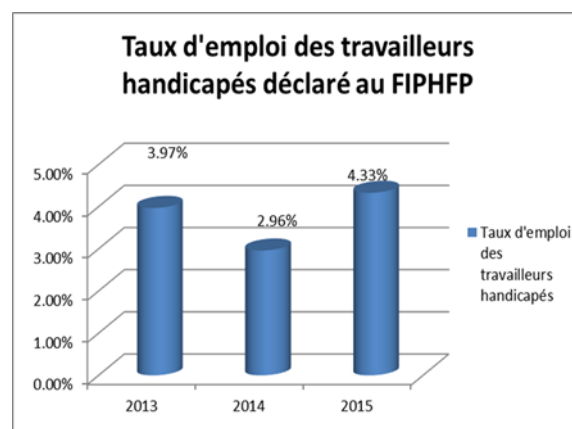
## L'action sociale

### Les tickets restaurant :

Conformément à la délibération du Conseil de Communauté en date du 15 novembre 2010 et l'avis du Comité Technique Paritaire du 17 juin 2011, les agents bénéficient mensuellement de 10 titres restaurants d'une valeur faciale de 8 € dont 60% est pris en charge par la collectivité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le règlement d'attribution des titres restaurant mis en place le 1<sup>er</sup> juillet 2011 définit les conditions d'attribution et les modalités de versement.



## Travailleurs handicapés



Le CNAS :

Dans le cadre de l'action sociale destinée aux agents, le Comité National d'Action Sociale propose des prestations sociales, culturelles, financières...

	2011	2012	2013	2014	2015
Cotisation versée au CNAS	14 512 €	14 563 €	14 660 €	15 053 €	14 837 €
Prestations servies aux agents par le CNAS	18 743 €	17 718 €	17 511 €	17 104 €	30 940 €
nombre d'agents	65	64	64	62	197
Taux de reversement	129,16%	121,66%	119,45%	113,63%	208,53%
Montant de la restitution par agent cotisant	151,49 €	190,18 €	273,61	275,87	157,06

*Protection sociale complémentaire:*

\* Participation de l'employeur au financement des garanties « santé » et « prévoyance » :

La Communauté des Communes Giennoises a mis en place les nouvelles dispositions législatives et réglementaires avec l'instauration d'une participation sous la forme d'un montant unitaire par agent dans le cadre d'une procédure de labellisation qui permet, ainsi, le versement d'une aide financière dans le respect des critères de solidarité.

La C.D.C.G. a souhaité permettre aux agents de choisir en toute liberté leur opérateur et leur niveau de garantie sous couvert de la labélisation.

	2014	2015
Nombre de bénéficiaires	38	151
Montant total des participations (en €)	7 343,00 €	15 320,00 €

### Le dialogue social

#### **Comité Technique (CT) :**

Le CT s'est réuni à 5 reprises pour aborder les points suivants :

- installation des nouveaux membres du Comité Technique,
- modification du tableau des effectifs (à 5 reprises),
- mises à disposition des services de la Communauté des Communes Giennoises,
- bilan du plan de formation 2014,
- présentation du plan de formation 2015,
- information sur la mise en place du Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail,
- modification de l'attribution de l'Indemnité Forfaitaire des Travaux Supplémentaires,
- instauration des régimes indemnitaires pour les filières médico-sociale et sociale,
- comparatif des dispositifs sociaux CDCG et Ville de Gien,
- schéma de mutualisation,
- mise à disposition d'une partie du service communication,
- mise en place des services communs,
- mise à disposition du service instruction du droit des sols avec la Communauté des Communes du Canton de Briare,
- renouvellement de la mutualisation des postes de direction,
- mise à disposition des Services des Sports et Centre de Loisirs à la Ville de Gien,
- approbation des conventions de mise à disposition des services des communes membres à la Communauté des Communes Giennoises,
- présentation de l'organisation des services,
- modification du formulaire pour les entretiens professionnels,
- renouvellement des représentants du comité technique (nouvelles élections à prévoir au cours du dernier semestre 2017)
- questions diverses,
- présentation de l'organisation des Services Techniques, de l'Aménagement et du Développement du Territoire et des services à la population,
- point sur les déménagements,
- renouvellement de la mise à disposition d'une partie du service du droit des sols,
- plan d'évaluation et de prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS),
- point sur l'harmonisation des fonctionnements de service suites aux mutualisations,
- point sur l'avancée des nouvelles organisations des services.

### Comité d'hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT)

Le CHSCT s'est réuni 1 fois pour aborder les points suivants :

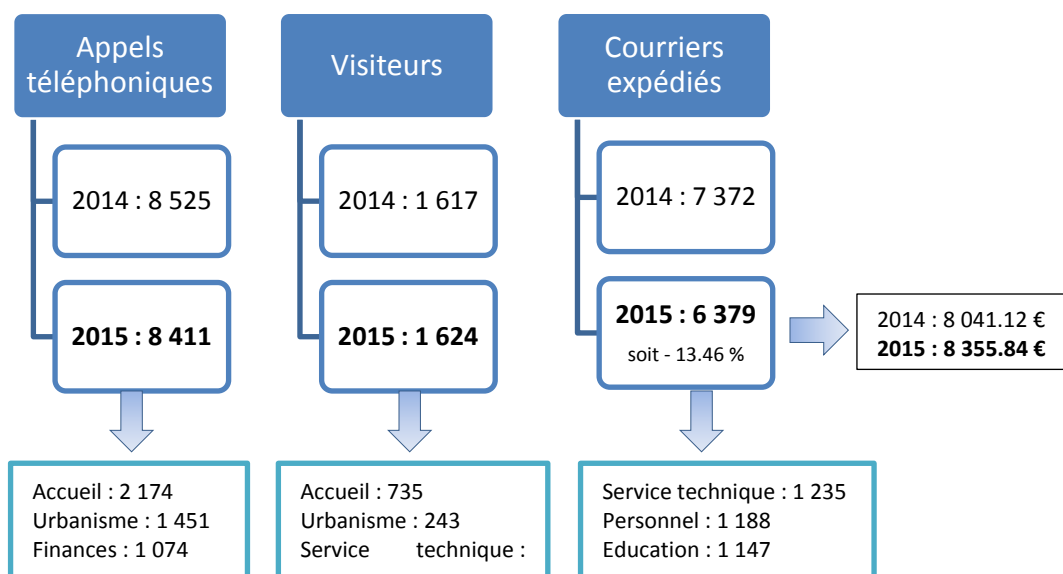
- règlement intérieur du CHSCT,
- présentation du rapport d'activité du service de Médecine Préventive,
- rapport Annuel sur la Santé, la Sécurité et les Conditions de Travail (RASSCT),
- bilan du Plan d'actions 2014/Plan d'actions 2015/Mise à jour du document unique.

## 1.5 Accueil

Horaires d'ouverture :

- Téléphonique : 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
- Public : → du lundi au jeudi : 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 h 45 à 17 h 00,  
→ le vendredi : 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 h 45 à 16 h 00.

Lors de ces créneaux d'accueil, la CDCG s'est vue sollicitée pour l'année 2015 de la façon suivante :



## 1.6 Communication

Les missions :

- la centralisation de toutes les demandes des services concernant l'élaboration des supports de communication,
- la conception des supports interne et externe de communication, de leur création jusqu'à l'impression (logos, brochures, flyers, affiches, plaquette culturelle, billets...) avec application de la charte graphique,
- la réalisation des communiqués de presse,
- le suivi et la mise à jour du site internet,
- l'organisation des événements.

### Conception et suivi des projets 2015 :

<b>Général</b>	Déménagement des services
<b>Animation</b>	Accueils de Loisirs sans hébergement printemps, été, automne et hiver
	Anim'Sports été, automne et hiver
	Atelier mob
	Club Ados février et Pâques
	Ecole Intercommunale des Sports
	FestiSolid'Art
	Gien Plage
	Forum des Sports
	Maison des Jeunes
	Soirée Jeux Société
	Stade Nautique

<b>Culture</b>	Saison culturelle
<b>Direction</b>	Cartes de visite
	Cérémonie des vœux : organisation
	Modèle nouveaux courriers
<b>Economie</b>	<b>Visite économique lycée Bernard Palissy</b>
	Pépinière d'entreprises : portes ouvertes 03 avril
	Rentrée économique : affiche, courrier et invitation, organisation événement
	Village d'entreprises : plaquette et inauguration
<b>OPAH</b>	Salon de l'habitat
<b>Prévention</b>	Café des parents
	Street Work Out
	Un Air d'ailleurs : flyer, affiche, invitation, communiqué de presse, fléchage, t-shirt, accueil et photos
<b>RAM</b>	Portes ouvertes : affiche, livre, invitation
	Visite crèche
<b>Communication</b>	Revue de presse hebdomadaire

### Fréquentation du site internet



**11343 visites** (Google Analytic ne comptabilise qu'une seule visite pour toutes les pages vues par la personne navigant) (2014 : 9 730 - 2013 : 7 511)

**51 021 pages vues** (2014 : 48 305 - 2013 : 39 508)

**59 demandes de renseignements** (2014 : 55 - 2013 : 67)

**74 abonnés à la «Newsletter»** (2014 : 58 - 2013 : 44)



Pages les plus fréquentées

## 1.7 Services à la population

### 1.7.1 Portage de repas



59.207 repas ont été livrés par les 4 agents permanents titulaires (à l'aide de 3 véhicules frigorifiques) pour 50.563 kilomètres parcourus.

Le service est assuré toute l'année sans interruption.

C'est lors de ces rencontres quasi journalières, et uniques pour certaines, que les agents du service apportent un soutien moral.

Ils ont également un rôle d'observateur et d'alerte face aux situations d'insécurité et d'insalubrité (transmission des informations auprès des communes).

2015	Nombre d'inscrits	Nombre de repas livrés
POILLY	20	8 145
ST BRISSON	3	967
ST MARTIN	4	1 467
COULLONS	21	7 576
ST GONDON	4	1 529
LES CHOUX	2	551
GIEN	123	38 972
<b>TOTAL</b>	<b>177</b>	<b>59 207</b>

	2014	2015	2014 par rapport 2015
Nombre d'inscrits			
GIEN	122	123	+ 0,82 %
RURAL	61	52	- 14,75 %
Repas Livrés			
GIEN	39 093	38 972	- 0,30 %
RURAL	20 352	20 316	- 0,18 %



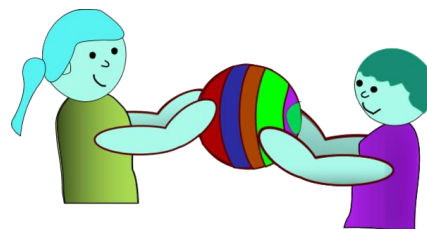
## 1.7.2 Service petite enfance

### Relais Assistantes Maternelles :

- 146 assistantes maternelles sur 179 en activité ont contacté le RAM.
- 91 ont participé aux ateliers d'éveil (167 ateliers au total en 2015) :
- 139 familles sur 245 employant une assistante maternelle ont bénéficié des services du RAM.

ACTIONS	Communes	Séances	Partenariat
Activités manuelles (atelier d'éveil)	Coullons	15	Mairies pour prêt des salles
	Nevoy	13	
	St Brisson	12	
Club PLAGE	Gien	14	Plage de Gien
Eveil musical	Gien	24	Mairies pour prêt des salles
Médiathèque	Gien	6	Médiathèque de Gien
Motricité	Coullons	3	Mairies pour prêt des salles
	Coullons	15	
	Gien	32	
	Les Choux	16	
	St Gondon	17	

moyenne



34 séances de 2h - 9,52 enfants/séance en

### Lieu d'accueil enfants parent « l'Envolée » :



- Fréquenté par 47 familles et 53 enfants.
- Sur 53 enfants, 45 sont de la CDCG et 8 hors territoire mais adressés par le Conseil Départemental.

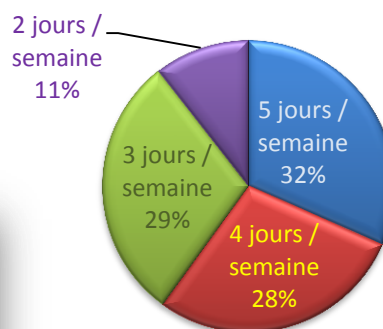
### Multi-accueil « Les petits princes » :

Ouvert 226 jours en 2015 de 7h30 à 18h30

- 148 enfants accueillis en 2015
- 61 nouvelles entrées dans l'année
- Sur les 148 enfants, 136 sont de la CDCG et 12 hors CDCG mais parents travaillant sur le territoire.



### ACCUEIL DES ENFANTS // FRÉQUENCE PAR SEMAINE EN %



### Travail en partenariat avec :

- La Maison de Retraite de l'hôpital, 10 visites.
- Les écoles et centres de formation (collèges et lycées, Maisons Familiales et Rurales, formation des adultes), 20 stagiaires.
- La Médiathèque, 10 séances (malheureusement action non reconduite en 2016 de la part de la médiathèque).
- Le Cnfpt pour une formation en intra de 2 journées pour l'ensemble du personnel (20 personnes) sur le thème de l'autorité.
- Le service des Sports pour des temps de motricité, 30 séances au dojo et 30 au multi-accueil.
- L'intervenant en musique, 25 séances d'éveil musical dont 2 avec les parents et 2 avec les résidents de la Maison de Retraite de l'hôpital.

## 1.7.3 Éducation Physique et Sportive (E.P.S) en milieu scolaire

Dans le cadre de la compétence « animations sportives en milieu rural », des interventions en EPS pour les élèves de CP au CM2 du territoire de la CDCG (hors commune de Gien) ont été mises en place (athlétisme, gymnastique, sports collectifs, course d'orientation, sports de raquettes...). Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, les interventions EPS sur la commune de Gien ont été transférées dans le cadre des nouvelles compétences. Voici les chiffres correspondant à ces interventions :

- 984 séances réalisées en 2015 contre 535 en 2014, soit une hausse de 84 %,
- 28 classes de janvier à juin 2015 contre 27 en 2014 soit une hausse de 3,7 %,
- 57 classes de septembre à décembre 2015 contre 28 en 2014, soit une hausse de 103%,
- 1628 élèves concernés en 2015 contre 667 en 2014, soit une hausse de 144 %.

En 2015, la CDCG a développé les journées EPS à destination des écoles primaires rurales :

- sur la commune de Poilly Lez Gien : 5 classes de CM2 ont participé à des ateliers d'athlétisme,
- sur la commune de Coullons : 8 classes de CE2/CM1 ont participé à des ateliers sport collectif, 8 classes de CP/CE1 ont participé à des ateliers gymniques – activités artistiques.

### 1.7.4 Accueil de loisirs sans hébergement intercommunaux



Les 6 Accueils de Loisirs Sans Hébergement intercommunaux (*nouvelle appellation des CLSH - Centres de Loisirs Sans Hébergement*) ont été transférés au 1<sup>er</sup> juillet 2015 ; un 7<sup>ème</sup> site a été créé à Boismorand, le nord du territoire étant dépourvu de ce type de structure, et la demande des familles, importante.

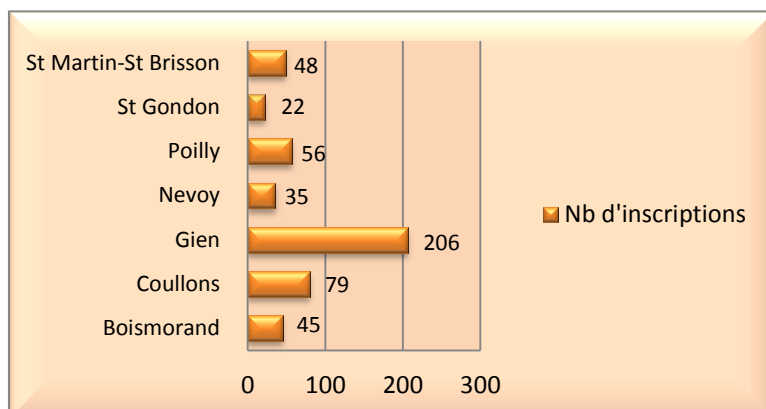
#### Quelques points forts :

- La mutualisation des moyens humains et matériels
- Un travail en cohésion entre les directeurs pour un programme d'activités de qualité, avec un retour très positif des familles
- La satisfaction des familles concernant l'amplitude horaire élargie : 7h30/18h

#### Quelques chiffres :

→ Enfants inscrits et ayant fréquenté au moins une fois l'ALSH

#### Vacances d'été



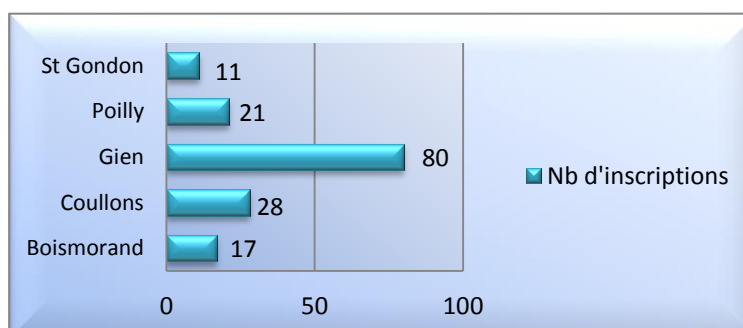
#### Vacances de fin d'année



#### Vacances d'automne



(Les sites de St Martin-St Brisson et Nevoy n'ouvrent actuellement qu'en juillet)

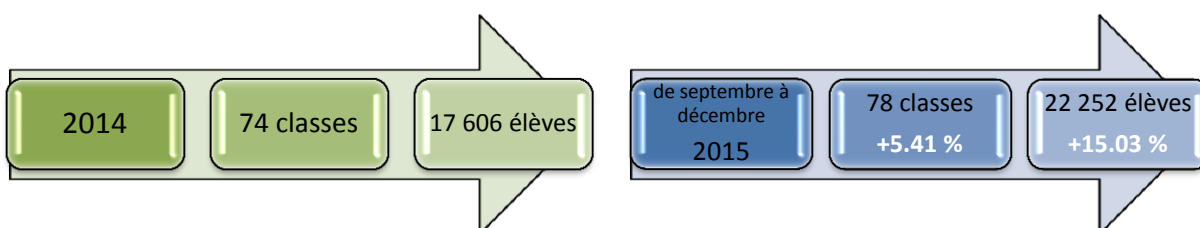
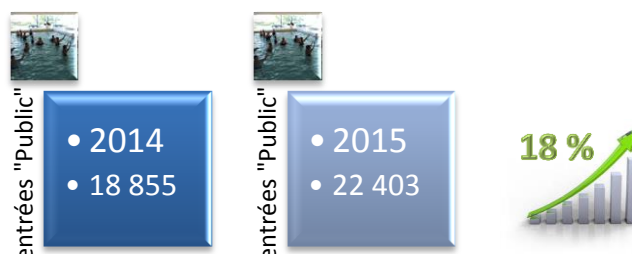


### 1.7.5 Stade nautique intercommunal



La C.D.C.G. s'est dotée de la compétence « **Construction et entretien d'équipements sportifs d'intérêt communautaire** » à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2015.

Cette structure, devenue intercommunale, accueille diverses activités et a obtenu les résultats pour l'année 2015 comme suit :



Les activités proposées, par semaine, dans le cadre de l'École Intercommunale des Sports (aquabike, Gymnastique Séniors....) sont les suivantes :

- Bike : 6 séances
- Aqua-palmes : 1 séance
- Aquagym grand bain : 2 séances
- Aquagym petit bain : 7 séances
- Natation douce : 1 séance
- Bébés : 2 séances
- Natation prénatale : 1 séance
- Enfants 3/4 ans : 1 séance
- Enfants 5/6 ans : 1 séance



#### Ecole de sports :

- Aquagym seniors : 2 séances

### 1.7.6 Conseil intercommunal de sécurité et prévention de la délinquance

#### Axes 1 et 2 : Lutter contre l'alcoolisme et la toxicomanie

ACTIONS	OBJECTIFS	PORTEURS DE PROJET	PARTENAIRES	NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES
Accompagnements individuels : usagers de drogues	Sensibiliser, informer et accompagner les jeunes	CDCG	APLEAT	1 suivi individualisé
Information, sensibilisation sur les conduites addictives (produit psychoactif)		CDCG	Equipes pédagogiques (écoles primaires) APLEAT	7 classes de CM2
Unplugged		CDCG	2 Collèges du territoire APLEAT	3 classes : - 1 classe de 4 <sup>ème</sup> à Mermoz - 2 classes de SEGPA aux Clorisseaux

### **Axe 3 : Lutter contre l'échec scolaire, l'absentéisme et la déscolarisation imminente**

ACTIONS	OBJECTIFS	PORTEURS DE PROJET	PARTENAIRES	NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES
Accompagnement scolaire primaire	Accompagner les jeunes et palier aux carences scolaires	CDCG	Equipes pédagogiques (écoles primaires)	Aide aux devoirs : 81 élèves de Gien
Accompagnements individuels : échec scolaire		CDCG	Conseillers principaux d'éducation	27 suivis individualisés
Mesure de responsabilisation	Mettre en place une dynamique de sanction positive en vue d'enrayer les comportements déviants	Education Nationale	CDCG	2 jeunes
Atelier de remobilisation	Mettre en place en partenariat avec l'Education Nationale des actions luttant contre les problématiques scolaires	Education Nationale	GFAI CDCG	25 jeunes

### **Axe 4 : Sécurité et prévention routière**

ACTIONS	OBJECTIFS	PORTEURS DE PROJET	PARTENAIRES	NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES
Atelier mobylette	Remettre en conformité des engins	CDCG	Tous les acteurs institutionnels et sociaux du territoire	18 inscrits 7 engins remis en conformité
Semaine santé routière		Collège les Clorisseaux Bildstein + Mermoz	CDCG	Tous les 5 <sup>ème</sup> des collèges soit 312 élèves
Actions de prévention de sécurité routière	Informier et sensibiliser autour de la prévention	Police Municipale de Gien		52 élèves de maternelle de l'école du centre 28 élèves de maternelle de l'école des Montoires 88 élèves de 5 <sup>ème</sup> et 6 clis du collège Bildstein

### **Axe 5 : La réinsertion professionnelle**

ACTIONS	OBJECTIFS	PORTEURS DE PROJET	PARTENAIRES	NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES
Accompagnements individuels : la réinsertion professionnelle	Accompagner les jeunes dans leur projet professionnel et leur faciliter les démarches	CDCG	CDCG	3 suivis individualisés
Point d'information et de projets pour les jeunes		Mission Locale	CDCG, ASP, CRIJ...	Différentes thématiques abordées : - mobilité européenne - valoriser son image - utilisation des réseaux sociaux - information CPAM - remises à niveau
Réseau partenarial entreprise	Favoriser une dynamique partenariale entre les institutions et les entreprises	CDCG	Mission Locale Maison de l'emploi	20 entreprises impliquées

### **Axe 6 : L'accès à la citoyenneté et aux valeurs républicaines**

ACTIONS	OBJECTIFS	PORTEURS DE PROJET	PARTENAIRES	NOMBRE DE PERSONNES TOUCHÉES
Club ados / Stages sportifs	Intégrer les jeunes dans des pratiques socialisantes	CDCG	Tissu associatif Etablissements scolaires	80 adolescents 90 enfants de 6/12 ans
Tournoi foot		CDCG	Association L'Empire des enfants	12 filles 45 garçons
Gien plage		CDCG	Mairie de Gien Mairie de Poilly Tissu associatif	1147 journées enfants 256 inscrits différents 5000 personnes sur le dispositif gratuit
Travail de rue		CDCG	Tous les acteurs présents sur le territoire	319 heures réalisées
Accompagnement individuel		CDCG	Acteurs institutionnels et sociaux du territoire	11 suivis individualisés
Journée EPS		CDCG	Inspection de l'Education Nationale Ecoles du giennois en milieu rural	3 journées sport 21 classes participantes
Projet humanitaire		Accompagner les jeunes dans le montage de projet	CDCG	

Maisons des jeunes : - Coullons - Arrabloy - Les Choux		CDCG	Communes Associations du territoire	58 inscrits
PSC1	Se former dans une démarche citoyenne	Collège Mermoz	Infirmière scolaire	48 élèves
Travail d'intérêt général Mesure de Réparation Pénale	Appréhender, intégrer et réparer en termes de droits et d'obligations	CDCG	UEMO Montargis	9 accueils 1153 heures réalisées
Le respect		Lycée Palissy	CDCG Association Olympio	450 élèves de 2 <sup>nde</sup>
Formation délégués		Lycée Palissy	CDCG Association AROEVEN	26 élèves de 2 <sup>nde</sup> et 16 élus au Conseil de Vie Locale
Le respect		Collège les Clorisseaux	CDCG Association Olympio	140 élèves de 5 <sup>ème</sup>
Formation médiation		Collège les Clorisseaux	CDCG Association AROEVEN	15 adultes de l'établissement
Formation médiation		Collège Bildstein	Association Génération Médiateurs	13 adultes de l'établissement
Formation médiation		Collège Mermoz	Association Génération Médiateurs	13 adultes de l'établissement
Exposition questions de justice		CDCG	CDAD du Loiret Collèges Mermoz, Bildstein et les Clorisseaux	400 élèves 12 classes de 4 <sup>ème</sup> 2 classes ULLS 1 classe de 5 <sup>ème</sup> SEGPA 2 classes de 4 <sup>ème</sup> SEGPA
Journée du respect et de la diversité culturelle		Créer du lien social dans une dynamique citoyenne	CDCG	Logemloiret Mairie de Gien Lycée Marguerite Audoux
Jeux de société	CDCG		Communes du territoire	50 à Saint Brisson
Projet médiathèque et sorties culturelles	CDCG		SMAC Service culturel CDCG	35 participants
Café des familles	CDCG			8 séances : 35 parents
Semaine de la parentalité : accident de la vie courante	CAF		CDCG (prévention, animation et multi-accueil) Agile Parole de Bébé	356 participants au cours de la journée
Festijoux	CDCG			198 enfants
Fête des voisins	Association Cool ART		CDCG LogemLoiret	150 personnes
TAP : nouveaux rythmes scolaires	CDCG		Ecoles élémentaires Sant Brisson sur Loire, Saint Martin sur Ocre, Coullons, Poilly Lez Gien, Les Choux, Boismorand et Saint Gondon	362 inscrits

### Diagnostic local de sécurité partagé :

Réalisation du diagnostic local de sécurité en partenariat avec la Police Municipale de Gien et la Gendarmerie, ce document recense :

- les différentes problématiques de Gien (interventions sur constatations, appels administrés, sur appels ou conjointes avec Gendarmerie, Sapeurs-Pompiers. Problématiques liées aux rassemblements de jeunes par secteur. Recueil de données relevant de l'environnement territorial de sécurité (Education Nationale, transport en commun, SDIS, centre commerciaux, bailleur social),
- les actions de prévention sur le territoire,
- la situation générale de la commune (démographie, données socio-économiques, voies de communications, enseignement, les services, l'habitat, l'économie, le patrimoine, les sites sensibles),
- les données relatives à la délinquance et aux phénomènes délinquants,
- les données relatives à l'environnement territorial de sécurité (sécurité routière).

Ce diagnostic a permis de conclure à des objectifs :

	Points forts	Points faibles	Objectifs
Tranquillité publique	Amélioration en cours de la vidéo protection	Incivilité avenue Leclerc (stationnements en double file)	Mise en conformité du système de vidéo protection avec les objectifs du DLS Patrouilles d'ASVP et verbalisation des infractions avenue Leclerc
		Relations de voisinage difficiles entre les communautés aux Champs de la Ville	Veiller à la mixité lors de l'attribution des logements et de l'implantation des activités Intensifier les actions de médiation de chacun des intervenants sur le quartier (Police municipale, prévention spécialisée, bailleur, mairie...)
		Occupation des entrées d'immeuble aux Montoires	Résorber la problématique des trafics
Infractions à la législation sur les produits stupéfiants	Connaissances du terrain et des filières	Difficultés de matérialisation des trafics Difficultés d'accès sur les zones de revente	Traitement judiciaire des principaux trafics au niveau des Montoires et des Champs de la Ville Traitement judiciaire des trafics à proximité des établissements scolaires Maintien des dispositifs de prévention de sensibilisation contre les addictions (axe 1 et 2 du CISPDP)
Primo délinquance et la délinquance des mineurs	Dispositifs de prévention variés (Etat, Collectivités, CDCG) Offre d'activités variée à destination des jeunes CISPDP	Implication des parents, recul de la parentalité Contexte économique défavorable Difficultés d'accès aux jeunes	Maintien des dispositifs de prévention contre l'échec scolaire, la déscolarisation, renouvellement des chantiers d'insertion au profit des jeunes du quartier et poursuivre les actions pour l'accès à la citoyenneté et aux valeurs républicaines (axe 3, 5 et 6 du CISPDP) Maintenir les accompagnements individualisés pris en charge par la prévention spécialisée Assurer la cohérence de la position de tous les adultes vis-à-vis des jeunes Veiller à la coordination des diverses interventions

### Contrat de Ville 2015-2020 :

Les contrats de villes, qui réunissent les anciens contrats urbains de cohésion sociale et les conventions de rénovation urbaine, recensent les engagements pris en faveur des quartiers prioritaires pour la période 2015-2020. L'ensemble des dispositifs et actions tendent à réduire les inégalités entre les territoires et à améliorer la vie quotidienne des habitants des quartiers.

Le 8 janvier 2015, le Préfet informait que deux quartiers de la Communauté des Communes Giennoises avaient été reconnus comme prioritaires :

	Population du quartier	Revenu médian/an
Champs de la Ville	1643	6200
Montoires	1420	7900

Les étapes d'élaboration du contrat de ville :

Instance	Dates/périodes	Contenu
Comité de pilotage	05 décembre 2014	Présentation dispositif contrat de ville
Communauté Des Communes Giennoises	janvier à mars	Elaboration du diagnostic de territoire
Groupes de travail : économie-emploi, habitat-cadre de vie et Cohésion sociale	27 mars 2015	Définition des atouts, faiblesses et enjeux du territoire
Conseil communautaire et conseil municipal de Gien	14 avril 2015	Restitution du diagnostic
Comité technique	16 avril 2015	Validation du diagnostic, des atouts, des faiblesses, enjeu et des objectifs du territoire
Comité de pilotage	22 avril 2015	Validation du diagnostic, des atouts, des faiblesses, enjeu et des objectifs du territoire
Groupes de travail : économie-emploi, habitat-cadre de vie, Cohésion sociale et citoyenneté et valeurs de la république	30 avril 2015	Définition des actions
Comité de pilotage	2 juillet 2015	Validation du contrat de ville

Le 22 avril, les partenaires réunis en comité de pilotage validaient le diagnostic du contrat de ville et définissaient ainsi les enjeux et les objectifs généraux par pilier :

Cohésion sociale :

ENJEUX	OBJECTIFS
Accès aux droits fondamentaux	Aller vers les habitants
	Harmoniser l'offre territoriale
	Garantir le parcours de santé
Réussite sociale et éducative	Favoriser la réussite éducative
	Favoriser les actions de prévention de la délinquance
	Amélioration des conditions de vie
Bien être et santé pour tous dans les quartiers politique de la ville	Favoriser l'éducation et la prévention à la santé
	Optimiser la coordination des professionnels du champ de la santé et du sociale

Habitat-cadre de vie :

ENJEUX	OBJECTIFS
Mieux vivre dans les quartiers	Requalifier les quartiers (dont les friches en particulier)
	Rénover le parc immobilier
	Promouvoir la mixité sociale
	Introduire de la diversité fonctionnelle et architecturale
	Organiser la gestion urbaine de proximité
	Assurer la tranquillité publique
	Associer les habitants
	Développer la vie du quartier
Mobilité des habitants et mobilisation des acteurs	Développement des transports
	Accessibilité du transport
	Susciter une culture de la mobilité

Economie-emploi :

ENJEUX	OBJECTIFS
Accès à l'emploi durable et de qualité	Développer la capacité d'insertion professionnelle (acquisition de savoirs de base, formation, garde d'enfants, mobilité...)
	Mobiliser le SPE pour garantir un accès plus systématique des publics QPV
	Renforcer les dispositifs existants qui bénéficient plus particulièrement aux jeunes des QPV
	Développer de nouvelles réponses pour l'accès à l'emploi des jeunes en difficultés
Un marché plus ouvert et plus réactif	Adapter la trajectoire des demandeurs d'emploi vers l'emploi (formation accompagnement, passerelle) en lien avec les politiques d'entreprises
	Utiliser le potentiel de l'économie sociale et solidaire
	Rendre visible et lisible les dispositifs d'insertions existants
	Associer les actions privées (entreprises) au développement économique (parrainage –réseaux)
La communication et la coordination	Optimiser la coordination des professionnels de l'insertion

Citoyenneté et valeurs Républicaine :

ENJEUX	OBJECTIFS
Vivre ensemble dans la République	Affirmer les valeurs de la République
	Développer le vivre ensemble, la solidarité intergénérationnelle et interculturelle

L'architecture des contrats de ville est normalisée et comprend : une présentation générale (présentation du territoire et état des lieux de la politique de la ville), les modalités organisationnelles (gouvernance, comités et ingénierie), le diagnostic participatif établi par pilier, les objectifs généraux, les objectifs opérationnels et leur mise en œuvre, la liste des conventions d'application du contrat de ville, l'annexe financière, les modalités de suivi et d'évaluation et le protocole de préfiguration ANRU.

Le contrat de ville est signé par le Préfet, le Président de l'EPCI, le Maire de Gien, le Président du Conseil régional, le Président du Conseil départemental, le Procureur de la République, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale, l'Agence Régionale de Santé, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, la CAF, Pôle Emploi, la Caisse

des dépôts et Consignation, LogemLoiret, la Chambre du Commerce et de l'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et la Chambre de l'agriculture.

Les crédits spécifiques ACSE (Etat) pour l'année 2015 dédiés au financement des actions relevant du contrat de ville de Gien se sont élevés à 72 717,00 €. En réponse à l'appel à projets lancé par la Communauté des Communes Giennoises, des partenaires associatifs ont sollicité des financements sur leurs projets en faveur des habitants des quartiers sur les thématiques de la cohésion sociale, du développement économique et de l'emploi ainsi que de la citoyenneté et des valeurs de la République. La jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes et la prévention des discriminations constituent trois axes transversaux.

### ANRU :

Le 28 avril 2015, le Préfet informait la CDCG que dans le cadre de l'élaboration du nouveau programme national de renouvellement urbain porté par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), le quartier des Montoires était reconnu projet d'intérêt régional.

La première étape est celle de la constitution du protocole de préfiguration précisant les orientations des politiques à mettre en œuvre pour le rééquilibrage du quartier.

Un bureau d'étude, Gerau conseil, a été missionné en septembre 2015 pour réaliser une étude de définition et de faisabilité.

Les étapes d'élaboration du protocole de préfiguration :

- le 10 septembre Comité technique
- le 22 septembre rencontre avec les agents de la Ville de Gien et la CDCG
- le 30 septembre diagnostic en marchant
- le 30 septembre 1<sup>er</sup> groupe de travail
- le 13 octobre comité technique
- le 16 octobre comité de pilotage
- le 05 novembre 2<sup>ème</sup> groupe de travail
- le 19 novembre comité technique
- le 24 novembre comité de pilotage

Les objectifs opérationnels inscrits dans le protocole de préfiguration concernent :

- l'éradication des friches urbaines, freins au changement d'image : ceci concerne la démolition du centre commercial, la démolition de l'ancien foyer de jeunes travailleurs et l'aménagement du foncier libéré,
- la recomposition du parc de logement social avec la démolition de logements (nombre à déterminer), et la construction d'un habitat diversifié,
- la démolition de COALLIA et reconstruction sur site ou hors site,
- la construction de la caserne de gendarmerie,
- l'amélioration du cadre urbain et paysager par la reprise des espaces extérieurs : reprise des trames viaires et espaces publics,
- le remaillage du quartier pour poser les bases d'un nouveau parcellaire à terme.

S'agissant d'un projet d'intérêt régional, la signature du protocole sera réalisée par le Préfet, délégué territorial, par délégation du directeur général de l'ANRU, de même que la convention pluriannuelle portant sur les engagements opérationnels et financiers des actions qui seront menées.

## 2- SERVICE CULTUREL



La saison culturelle 2015 a été mise en place par la Communauté des Communes Giennoises pour un montant de 130 117 €. Elle a présenté une programmation d'une très grande qualité avec une tarification très attractive.

Pour l'année 2015, la programmation (couvrant l'ensemble des communes de la communauté) a été réalisée en étroite collaboration avec 14 associations culturelles présentes sur le territoire ; celles-ci apportant une riche contribution depuis plusieurs années.

Tous les publics sont conquis par la diversité des spectacles.

Grâce à cet excellent partenariat, ce sont 19 spectacles payants (pour certains regroupés en festivals) : Festival du Livre Jeunesse (les 28 et 29 mars), le Festival de musique classique « Jeux d'eau » en juillet



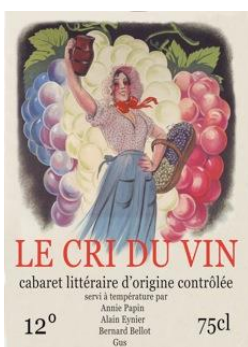
et le Festival de l'Humour en octobre (5 spectacles) ; ces spectacles ont rassemblé 1 664 spectateurs payants et plus encore grâce à douze manifestations gratuites.

Le samedi 07 mars à 20h30 le SONERIEN DU par le Fest Noz, groupe Leader de la scène bretonne actuelle a regroupé plus de 403 spectateurs, dans une ambiance chaleureuse et festive.



Le 24<sup>ème</sup> Festival du livre jeunesse intitulé « Tournez les pages ! » le week-end du livre-jeunesse à l'espace culturel de Gien a touché 2 684 personnes : 740 entrées sur le week-end avec des rencontres d'auteurs et illustrateurs, vente et dédicaces. De nombreuses animations dans les classes et I.M.E étaient également organisées.

Les « Café Concerts » du jeudi au Pub Le Winston et à la Taverne de Saint-Brisson-sur-Loire ont toujours un grand succès qui permet de découvrir des artistes locaux.



Le Festival de l'Humour avec « Le Cri du Vin » au lieu Les Régents à Coullons a remporté un réel succès avec des musiques à boire d'un trait et mots divins à goûter en compagnie de Charles Baudelaire, Jacques Prévert...

En 2015, la fréquentation s'est maintenue sur l'ensemble des spectacles. Afin de dynamiser et promouvoir la saison 2015, nous avons utilisé tous les moyens et outils de communication. Pour accueillir un maximum de public au sein de nos spectacles, nous avons accepté les « Chèques-Vacances » grâce à une convention signée avec le prestataire ANCV.

De plus, la C.D.C.G. désireuse d'attirer les jeunes, finance la culture et adhère au dispositif CLARC (créé en 2003 à l'initiative de la Région Centre) afin de faire bénéficier les lycéens de droits à réduction ou achat.

Cette saison culturelle a reçu le soutien financier de la Région Centre à hauteur de 49 203.83 €.

La Communauté des Communes Giennaises a également reconduit son action en faveur de l'enseignement théâtral en milieu scolaire, dispensée par Mesdames HARRIS Judith et PEYRARD Sabine pour l'année 2015-2016.

Les intervenantes ont animé des séances de pratique artistique au sein des établissements ci-après :

- Collège Bildstein (1 classe),
- Collège Saint-François de Sales (1 classe),
- Collège Mermoz (1 classe)
- Collège Les Clorisseaux (1 classe)
- École primaire Les Montoires à Gien (2 classes)
- École primaire Saint-Brisson-sur-Loire (2 classes)
- Ecole primaire – Les Choux (1 classe)
- École primaire de Poilly-lez-Gien (1 classe)

Le choix des établissements et classes a été réalisé en tenant compte notamment de celles n'ayant pas bénéficié des interventions théâtrales l'année précédente.

La dispense de ces cours s'est organisée à raison d'une heure hebdomadaire par classe, pendant 24 semaines et de 4 heures de répétition par classe en vue d'un spectacle de fin d'année, soit un total général de 280 heures pour un coût global de 12 600,00 € nets.

### 3- SERVICES TECHNIQUES

#### 3.1 Service public d'élimination des déchets

La Communauté des Communes Giennaises vote un taux d'enlèvement des ordures ménagères tous les ans dans le cadre de sa compétence « élimination et valorisation des déchets ». Ce taux prend en compte les trois zones définies en fonction de la fréquence des collectes.



COMMUNES	Zonage		Tx 2015	Tx 2016
LES CHOUX	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
COULLONS	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
GIEN	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
LANGESSE	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
LE MOULINET	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
NEVOY	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
POILLY	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
ST BRISSON	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
ST GONDON	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
ST MARTIN	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
BOISMORAND	Tx plein	Zone 1	13,20%	12,34%
GIEN	Tx maj 1	Zone 2	14,73%	13,61%
POILLY	Tx maj 1	Zone 2	14,73%	13,61%
GIEN	Tx maj 2	Zone 3	16,26%	14,89%
POILLY	Tx maj 2	Zone 3	16,26%	14,89%

### 3.2 Voirie

Communes	PRESTATIONS OU TRAVAUX	Montant € TTC
Boismorand	VC1 : Revêtement en enrobé	50 940,00 €
	VC3 : curage fossés, arasement des bas-côtés, création poutres de rives et reprofilage.	14 121,00 €
<b>TOTAL Boismorand</b>		<b>65 061,00 €</b>
Coullons	Mise en conformité éclairage public	22 353,60 €
	Reprise tête de pont route de la Barbe Grise	3 408,00 €
<b>TOTAL Coullons</b>		<b>25 761,60 €</b>
Gien	Remplacement candélabre face à Leclerc	1 705,20 €
	Eclairage voie d'accès Maison de Santé	9 573,96 €
	Création bordures de trottoirs pour protéger la clôture de la crèche	2 220,00 €
	Voie d'accès extérieure Maison de Santé	58 417,20 €
	Reprise de voirie au niveau du giratoire zone de la Bosserie	4 408,49 €
<b>TOTAL Gien</b>		<b>76 324,85 €</b>
Les Choux	Rue de la Gare : Réfection voirie et trottoirs	133 186,80 €
<b>TOTAL Les Choux</b>		<b>133 186,80 €</b>
Poilly lez Gien	Mise en conformité éclairage public	36 811,20 €
<b>TOTAL Poilly lez Gien</b>		<b>36 811,20 €</b>
Saint Brisson sur Loire	Mise en conformité éclairage public	3 276,00 €
	réfection en enrobé (2ème tranche), Chemin des Chaussons	73 996,80 €
<b>TOTAL Saint Brisson sur Loire</b>		<b>77 272,80 €</b>
Saint Martin sur Ocre	Mise en conformité éclairage public	42 475,20 €
	Rue des Grandes Vignes : Reprise et finition de trottoirs en contrebas de talus	6 300,00 €
	Carrefour Rue Trompe Souris/Rue de la Gratinière : Aménagement de sécurité (peinture routière)	2 250,00 €
	<b>TOTAL Saint Martin sur Ocre</b>	
<b>total travaux voirie 2015</b>		<b>465 443,45 €</b>

### 3.3 Travaux et prestations en bâtiment

TRAVAUX ENTREPRISES			
Communes	Bâtiments	Nature des travaux	Montant € TTC
Gien	Stade nautique	Réalisation séparation réseau pataugeoire	6 468,00 €
	Gymnase Marguerite Audoux	Pose de rideaux occultants	5 392,96 €
		Remplacement couverture bac aluminium	75 480,00 €
	Gymnase Paul Bert	Création ventilation haute et basse en chaufferie	4 290,41 €
		Mise aux normes tracés terrain de basket-ball	2 854,80 €
	Gymnase Céline Bottet	Remplacement préparateur eau chaude sanitaire par 2 ballons électriques de 300 litres	4 824,00 €
Gymnases	Remplacement stops-chutes buts de basket-ball	4 207,87 €	
<b>Sous-total Gien</b>			<b>103 518,04 €</b>
Poilly lez Gien	Gymnase	Remplacement des aérothermes	9 573,86 €
		Remplacement stops-chutes buts de basket-ball	1 051,97 €
		Mise aux normes tracés terrain de basket-ball	1 888,80 €
<b>Sous-total Poilly lez Gien</b>			<b>12 514,63 €</b>
Les Choux	Salle de sports	Achat de 42 tatamis	3 439,80 €
<b>Sous-total Les Choux</b>			<b>3 439,80 €</b>
Coullons	Gymnase	Remplacement stops-chutes buts de basket-ball	1 051,97 €
<b>Sous-total Coullons</b>			<b>1 051,97 €</b>
<b>TOTAL TRAVAUX ENTREPRISES</b>			<b>120 524,44 €</b>



PRESTATIONS DE SERVICES		
Bâtiments	Nature des prestations	Montant € TTC
CDCG	Entretien et maintenance ascenseur	3 995.48 €
CDCG	Télésurveillance alarme intrusion	584.65 €
CDCG	Entretien courant des locaux techniques	1 233.60 €
RAM	Entretien courant des locaux	480.04 €
Gymnase Poilly Lez Gien	Entretien courant des locaux	3 444.10 €
Salle de sports St Brisson	Entretien courant des locaux	982.80 €
Salle de sports Les Choux	Entretien courant des locaux	3 554.40 €
Gymnase Bildstein	Réalisation diagnostic de performance énergétique	216.00 €
Gymnase Paul Bert	Réalisation diagnostic de performance énergétique	216.00 €
Dojo intercommunal	Réalisation diagnostic de performance énergétique	216.00 €
Stade nautique	Réalisation diagnostic de performance énergétique	216.00 €
Stade nautique	Entretien et maintenance des robots et du système de protection contre la corrosion d'un filtre à sable	4 053.38 €
Tous bâtiments	Nettoyage des chéneaux et gouttières	4 800.00 €
Tous bâtiments	Entretien et maintenance des chaufferies	6 896.88 €
Tous bâtiments	Vérification et maintenance des extincteurs	1 109.76 €
Tous bâtiments	Vérifications techniques règlementaires	7 239.91 €
<b>TOTAL PRESTATIONS DE SERVICES</b>		<b>39 239.00 €</b>

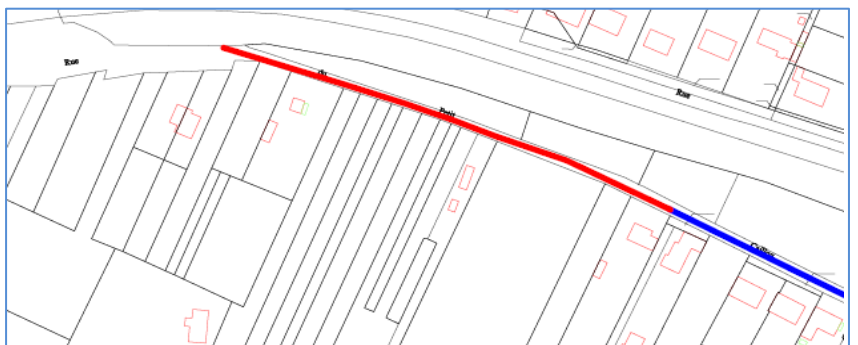
### 3.4 Assainissement collectif

#### Travaux entreprises

- Extension du réseau d'assainissement collectif de Poilly-Lez-Gien, Hameau de La Ruellée, pour un montant de 67 870,50 € HT.



- Extension du réseau d'assainissement collectif de Poilly-Lez-Gien, rue du Petit Cailloux, pour un montant de 52 771,50 € HT.



- Extension du réseau d'assainissement collectif de Gien, route de Briare, pour un montant de 249 358,00 € HT.



- Renouvellement des diffuseurs d'airs à la station d'épuration de Gien, pour un montant de 56 860.00 € HT.
- Réhabilitation des postes de relèvement d'eaux usées à Saint-Gondon et Coullons, pour un montant de 47 168.76 € HT.
- Réhabilitation du réseau d'assainissement Route de Bourges, pour un montant de 3 945.00 € HT.

### Autres opérations

Au cours de l'année 2015, les études suivantes ont été réalisées :

- Etudes préliminaires et d'avant-projet du transfert des effluents de la station de Poilly-Lez-Gien vers la station d'épuration de Gien, pour un montant de 7 950.00 € HT.  
Objet de l'étude : recensement de l'ensemble des contraintes du projet de transfert des effluents de la station de Poilly-Lez-Gien afin de déterminer les choix techniques les plus pertinents.
- Etude sur les déversoirs d'orage dans la ville de Gien pour un montant de 3 500.00 € HT.  
Objet de l'étude : Identification des conséquences après réalisation des aménagements projetés pour la déconnexion d'eaux pluviales du réseau unitaire, et les déversements observés en Loire.

## 3.5 Prestations en régie

### Service assainissement – données en heures

Activités en régie du service assainissement - 2015											
Type de lieu - Domaine	Arrabloy	Coullons	Gien	Les Choux	Nevozy	Poilly Lez Gien	St Brisson	St Gondon	St Martin sur Ocre	Boismorand	Total général
<b>Centre administratif et technique</b>			<b>938</b>								<b>938</b>
Gestion régie			628								628
Logistique (Achat etc)			125								125
Divers			185								185
<b>Poste de relèvement</b>	<b>45</b>	<b>137</b>	<b>205</b>	<b>15</b>	<b>205</b>	<b>74</b>	<b>35</b>	<b>49</b>	<b>44</b>	<b>137</b>	<b>946</b>
Administratif		1	2		1		1	1		1	6
Contrôle / Sécurité		3	2			8		2			15
Espaces verts	3	11	22		34	7	2	3	6	5	91
Exploitation	16	54	68	6	55	28	19	37	22	22	326
Informatique					1						1
Maintenance bâtiments			27			9				23	59
Maintenance équipements	26	68	85	9	116	22	14	7	17	87	449
<b>Réseau assainissement</b>	<b>26</b>	<b>170</b>	<b>678</b>	<b>88</b>	<b>130</b>	<b>165</b>	<b>60</b>	<b>116</b>	<b>72</b>	<b>166</b>	<b>1670</b>
Administratif	15	100	365	39	102	115	34	52	43	36	899
Espaces verts			4								4
Exploitation	11	69	221	50	29	50	26	64	29	130	679
Maintenance équipements			2								2
Qualité		1	86			0					87
<b>Station d'épuration</b>		<b>632</b>	<b>2895</b>	<b>234</b>		<b>470</b>	<b>457</b>	<b>319</b>		<b>313</b>	<b>5318</b>
Administratif		8	19			1	1				29
Contrôle / Sécurité			29								29
Espaces verts		47	234			98	40	26		26	471
Exploitation		303	1146	167		232	237	220		178	2482
Logistique			13								13
Maintenance bâtiments		57	343				3	4			407
Maintenance équipements		97	699	27		26	135	22		60	1064
Qualité		120	392	40		113	41	48		49	802
Suivi prestataire			6								6
Voirie			16								16
<b>Total général</b>	<b>70,50</b>	<b>938,75</b>	<b>4716,25</b>	<b>336,35</b>	<b>335,25</b>	<b>708,10</b>	<b>552,20</b>	<b>483,30</b>	<b>116,50</b>	<b>615,10</b>	<b>8872,30</b>

Service bâtiment – données en heures

<b>Activités en régie du service bâtiment - 2015</b>										
Type de lieu - Domaine	Arrabloy	Coullons	Gien	Les Choux	Nevoy	Poilly Lez Gien	St Brisson	St Gondon	St Martin sur Ocre	Total général
<b>Aire d'accueil</b>			<b>152</b>		<b>114</b>					<b>266</b>
Espaces verts					6					6
Maintenance bâtiments					108					108
Voirie			152							152
<b>Base de loisirs</b>		<b>12</b>				<b>429</b>				<b>441</b>
Espaces verts						34				34
Exploitation		7				30				37
Maintenance bâtiments		5				365				370
<b>Centre administratif et technique</b>			<b>2313</b>							<b>1871</b>
Gestion régie			884							884
Contrôle / Sécurité			7							7
Exploitation			228							228
Logistique - Qualité			576							576
Maintenance bâtiments			119							119
Maintenance équipements			32							32
Voirie			26							26
<b>Dojo</b>		<b>12</b>	<b>173</b>			<b>16</b>				<b>200</b>
Contrôle / Sécurité		5	7							12
Espaces verts			51							51
Maintenance bâtiments			93							93
Maintenance équipements		8	22			16				46
<b>Escrime-Karaté</b>			<b>54</b>							<b>54</b>
Maintenance bâtiments			25							25
Maintenance équipements			29							29
<b>Gymnase</b>		<b>26</b>	<b>538</b>			<b>138</b>				<b>702</b>
Contrôle / Sécurité		2	39			3				44
Espaces verts						31				31
Exploitation		16	28			52				96
Maintenance bâtiments		6	336			36				378
Maintenance équipements		2	136			17				154
<b>Piscine</b>			<b>3832</b>			<b>34</b>				<b>3866</b>
Espaces verts			178			34				212
Exploitation			3185							3185
Logistique			11							11
Maintenance bâtiments			436							436
Maintenance équipements			24							24
<b>Salle de sports</b>	<b>9</b>	<b>17</b>		<b>33</b>	<b>92</b>		<b>15</b>	<b>15</b>	<b>26</b>	<b>205</b>
Contrôle / Sécurité	2	6			5		3	2	3	19
Espaces verts					16			10		26
Exploitation									8	8
Logistique				20						20
Maintenance bâtiments	8	11		13	71		13	3	16	132
<b>Salle karaté</b>		<b>12</b>								<b>12</b>
Maintenance bâtiments		12								12
<b>Structure petite enfance</b>			<b>153</b>							<b>153</b>
Espaces verts			64							64
Exploitation			29							29
Maintenance bâtiments			54							54
Maintenance équipements			7							7
<b>Tennis couvert</b>			<b>6</b>							<b>6</b>
Maintenance bâtiments			6							6
<b>Total général</b>	<b>9</b>	<b>79</b>	<b>6777</b>	<b>33</b>	<b>205</b>	<b>616</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>26</b>	<b>7773</b>

## Service espaces verts/voirie – données en heures

Activités en régie des services voirie- Espaces verts - 2015													
Type de lieu - Domaine	Arrabloy	Coullons	Gien	Langesse	Le Moulinet sur Solin	Les Choux	Nevoy	Polly Lez Gien	St Brisson	St Gondon	St Martin sur Ocre	Boismorand	Total général
<b>Base de loisirs</b>		476											476
Espaces verts		11											11
Voirie		465											465
<b>Centre administratif et technique</b>			514										514
Gestion régie			442										442
Espaces verts			53										53
Voirie			19										19
<b>Voirie</b>	21	42	1593	21	30	29	394	102	34		224	114	2602
Espaces verts			163				5				38		206
Logistique							8						8
Voirie	21	42	1430	21	30	29	381	102	34		186	114	2388
<b>ZAC</b>		134	1131					213	91	10			1578
Espaces verts			91					70					161
Exploitation			2										2
Voirie		134	1038					143	91	10			1415
<b>Total général</b>	21	652	3238	21	30	29	394	314	125	10	224	114	5170

## 4- AMELIORATION DE L'HABITAT

### 4.1 Opération Façades/Urbanisme

*Cette opération vise à inciter les administrés des centres-bourg (et centre-ville pour Gien) à faire des ravalements des façades dégradées et ainsi les rendre plus attractifs.*

*Les périmètres, ouvrant droit à une subvention de 25% du montant des travaux, ont été établis en concertation avec chaque commune.*

Cette opération a été entérinée par le conseil communautaire du 27 avril 2012 pour trois ans.

L'objectif a été fixé à 15 ravalements par an à 5 000 € maximum par dossier, soit 75 000 € par an (225 000 € sur les trois ans de l'opération).

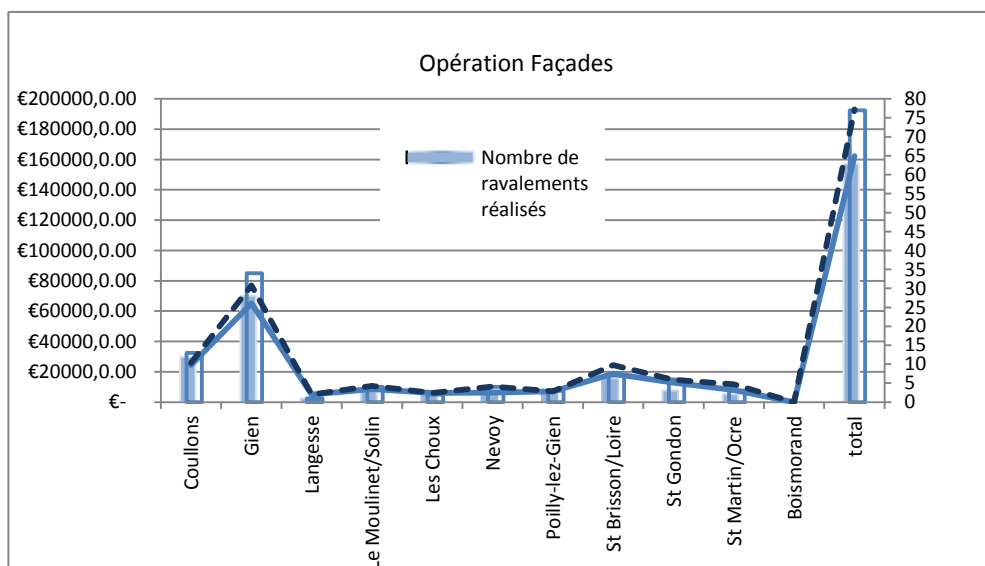
Sur l'année 2015, compte tenu de la réussite du dispositif, les élus de la Communauté des Communes Giennesoises ont souhaité prolonger le dispositif sur les fonds encore disponibles (délibération du 26 Juin 2015).

Cette délibération a également permis d'ajuster le règlement du dispositif au regard de la phase opérationnelle écoulée.

Depuis le lancement du dispositif, 77 opérations ont été validées et 59 ravalements sont aujourd'hui achevés.

Sur le plan financier, 193 000 € sont d'ores et déjà engagés (enveloppe prévisionnelle de 225 000 €), et 162 000 € de subventions ont déjà été versés aux bénéficiaires de l'opération.

Concernant les retombées économiques, les travaux financés représentent une enveloppe de travaux d'un montant de 565 000 € HT, soit 663 000 € TTC, réalisés majoritairement par des entreprises du territoire.



## 4.2 OPAH (Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat)

La commission du 14 novembre 2011 a proposé de remettre en place une nouvelle O.P.A.H.



Ses membres avaient toutefois émis deux conditions :

- L'animation du dispositif devra se faire en régie,
- Les aides consenties par la C.D.C.G. aux propriétaires occupants ne seront pas soumises à conditions de ressources.

La C.D.C.G. a rédigé une convention tripartite la liant au Conseil Départemental du Loiret et à l'ANAH<sup>1</sup> avec des objectifs communs pour trois ans. L'animation de l'OPAH en régie était une première dans le département.

Elle a été approuvée par le Conseil Communautaire de la C.D.C.G. le 12 octobre 2012, par la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (pour l'ANAH) le 20 novembre et par la DREAL<sup>2</sup> le 28 novembre 2012. La commission permanente du Conseil Général du Loiret donne un avis favorable le 25 janvier 2013.

Finalement, la Convention est signée par le Président du Conseil Général, délégataire des aides à la pierre (l'ANAH) le 8 mars 2013.

Les Objectifs fixés sont les suivants :

Objectifs quantitatifs :

Volets d'action	Objectifs
1) Réhabiliter des logements indignes ou dégradés	20 logements
2) Mettre en œuvre des travaux pour sécuriser les logements et lutter contre l'insalubrité de l'habitat	20 logements
3) Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap	45 logements
4) Améliorer la performance énergétique des logements	100 logements

Engagements financiers :

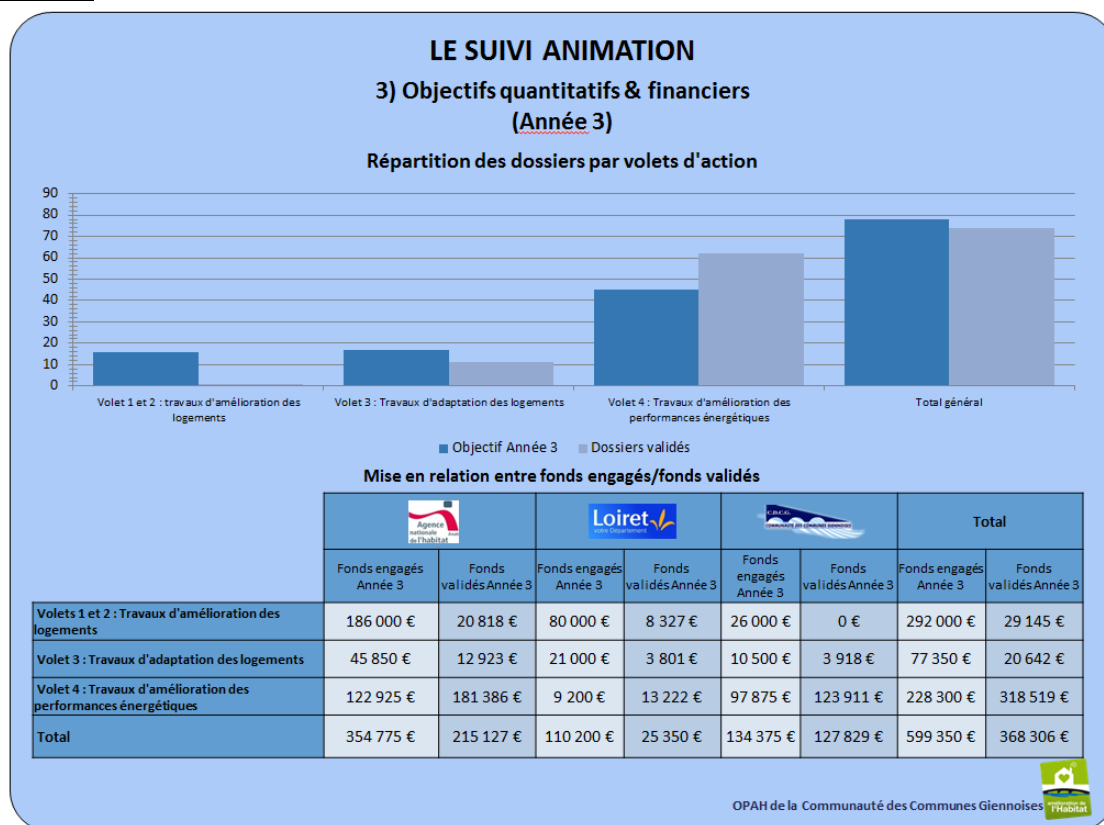
					Subventions Totales
Volets 1 et 2	Travaux d'amélioration des logements	465 000 €	197 000 €	65 000 €	727 000 €
Volet 3	Travaux d'adaptation des logements	121 800 €	56 000 €	28 000 €	205 800 €
Volet 4	Travaux d'amélioration des performances énergétiques	271 225 €	20 500 €	214 875 €	506 600 €
<b>TOTAL</b>		<b>858 025 €</b>	<b>273 500 €</b>	<b>307 875 €</b>	<b>1 439 400 €</b>

<sup>1</sup> Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat

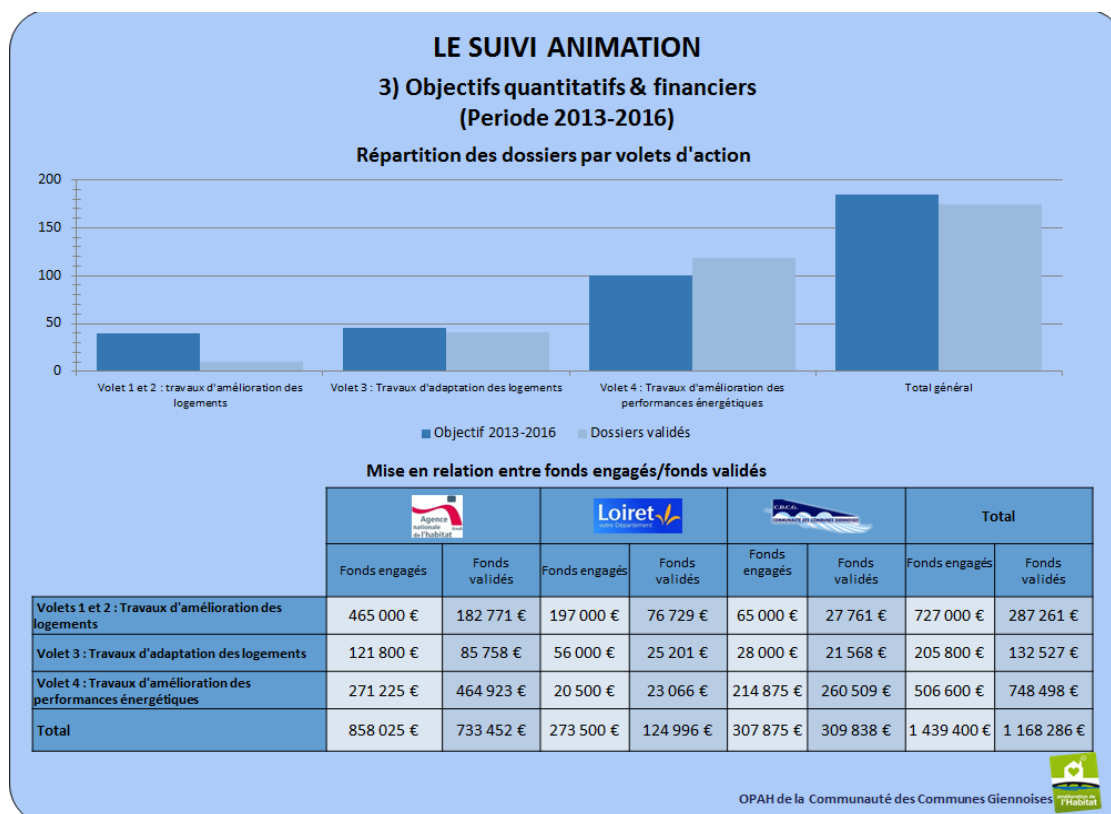
<sup>2</sup> Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Cette opération arrivant à la fin de sa phase opérationnelle initiale, fait état des éléments suivants :

Sur l'année 2015 :



Sur la durée du dispositif (Mars 2013 à Mars 2016) :



Au-delà de l'aide directe apportée aux bénéficiaires du dispositif, L'O.P.A.H de la Communauté des Communes Giennaises représente également un outil important de soutien à l'économie locale dans le domaine du bâtiment. Les retombées économiques sont les suivantes :



Année 2015 :

**Répartition par commune des dossiers validés et des montants de travaux engagés :**

	Nombre dossiers	Montants de travaux générés (HT)
Coullons	4	39 487,00 €
Gien	46	502 447,00 €
Langesse	1	46 807,00 €
Le Moulinet/Solin	1	5 248,00 €
Les Choux	3	20 748,00 €
Nevoy	1	18 957,00 €
Poilly-lez-Gien	4	20 313,00 €
St Brisson/Loire	2	13 150,00 €
St Gondon	3	19 649,00 €
St Martin/Ocre	4	24 146,00 €
Boismorand	5	40 033,00 €
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>750 985,00 €</b>

Sur la durée du dispositif (Mars 2013 à Mars 2016) :

**Répartition par commune des dossiers validés et des montants de travaux engagés :**

	Nombre dossiers	Montants de travaux générés (HT)
Coullons	21	206 424,00 €
Gien	100	1 281 661,00 €
Langesse	1	46 807,00 €
Le Moulinet/Solin	1	5 248,00 €
Les Choux	3	20 748,00 €
Nevoy	5	49 207,00 €
Poilly-lez-Gien	19	197 074,00 €
St Brisson/Loire	4	42 274,00 €
St Gondon	9	203 937,00 €
St Martin/Ocre	7	65 469,00 €
Boismorand	5	40 033,00 €
<b>Total</b>	<b>175</b>	<b>2 158 882,00 €</b>

**Au total, les deux dispositifs en faveur de l'amélioration de l'habitat (Opération Façades et O.P.A.H) ont contribué à la réalisation d'une enveloppe de travaux d'un montant de 2 723 882 € H.T depuis leurs lancements respectifs.**

Face à la réussite de ce dispositif, les élus de la Communauté des Communes Giennoises ont fait le choix de reconduire le dispositif pour une année en ajoutant une enveloppe de subvention de 100 000 € pour l'année 2016.

## 4.3 Urbanisme

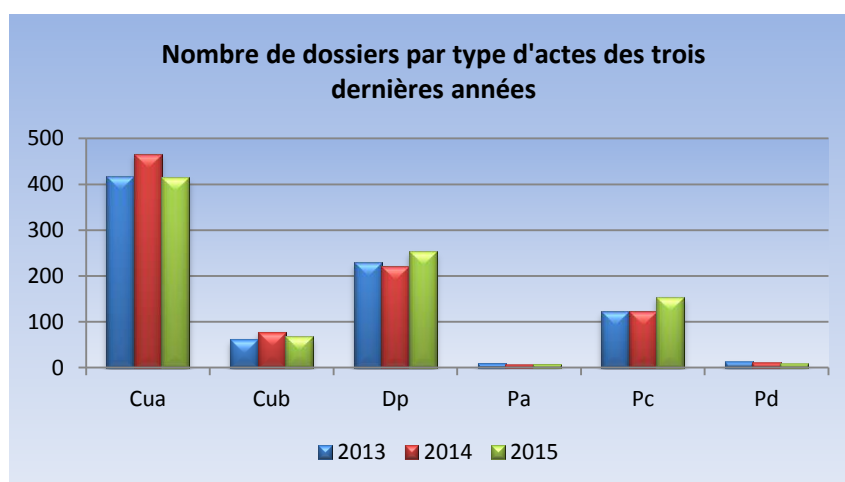
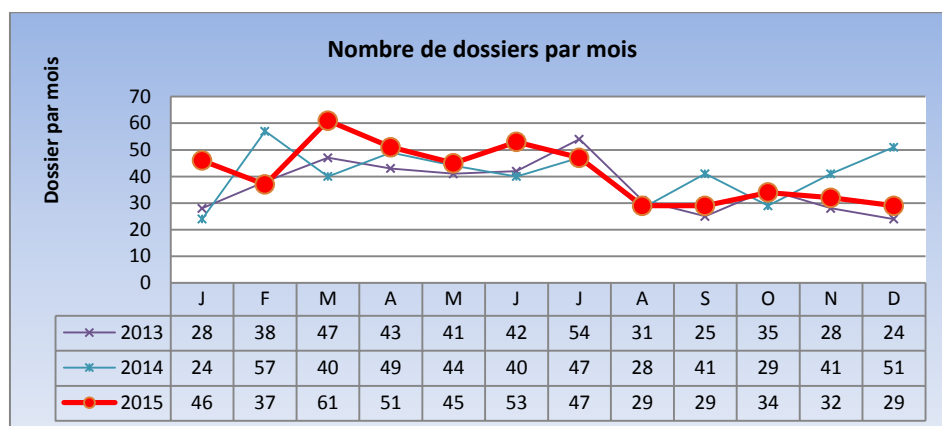
### *Les Autorisations des droits du sol*

Le service a pour principale mission l'instruction des autorisations d'urbanisme ainsi que l'accueil, l'information du public et le conseil aux collectivités membres de la C.D.C.G.

L'année 2015 s'est achevée avec 908 actes déposés en mairie et instruits par le Service Urbanisme de la Communauté des Communes Giennoises.

	Coullons	Gien	Nevoy	Poilly lez Gien	Saint Brisson Sur Loire	Saint Gondon	Saint Martin Sur Ocre	Global 2015
Certificat d'Urbanisme a (CUa)	48	248	24	36	20	21	18	<b>415</b>
Certificat d'Urbanisme b (CUb)	3	32	7	11	1	9	5	<b>68</b>
Déclaration Préalable (DP)	40	102	25	31	16	18	22	<b>254</b>
Permis de Construire (PC)	30	64	10	22	4	10	14	<b>154</b>
Permis d'Aménager (PA)	2	4	1	0	0	0	1	<b>8</b>
Permis de Démolir (PD)	0	6	1	1	1	0	0	<b>9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>123</b>	<b>456</b>	<b>68</b>	<b>101</b>	<b>42</b>	<b>58</b>	<b>60</b>	<b>908</b>

Le nombre d'actes déposés en 2015 est presque identique au nombre d'actes déposés en 2014 (906) tout en étant légèrement en-dessous de la moyenne des 5 dernières années (930 dossiers).



### Les temps d'instruction

Entre le jour où le demandeur dépose sa demande et le jour où la CDCG la renvoie à la commune, il se passe en moyenne 33 jours, toutes demandes confondues.

### Les refus

Un peu plus de 87% des dossiers déposés sont accordés. Les conseils des services municipaux et du service instructeur en amont des projets permettent de faire baisser le taux de réponses défavorables en aidant les demandeurs à adapter leurs projets avant le refus.

Les motifs de refus sont le plus souvent dus à des non conformités par rapport aux documents d'urbanisme des communes.

Les faits marquants de l'année sont incontestablement :

- La collaboration du service instructeur de la CDCG avec la Communauté des Communes du Canton de Briare (CCCB) pour l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme,
- Le travail autour de l'élaboration du PLUi.

Motifs	Nombre de refus	
Code de l'Urbanisme	14	2,84%
POS ou PLU	25	5,07%
A.B.F	7	1,42%
Défense Incendie	12	2,43%
Assainissement	1	0,20%
Règl. Lotissement	2	0,41%
EDF	2	0,41%
PPRInondation	0	0,00%
<b>TOTAL défavorables</b>	<b>63</b>	<b>12,78%</b>
<b>TOTAL dossiers instruits</b>	<b>493</b>	

### **La collaboration avec la Communauté de Communes du Canton de Briare (CCCB)**

La Loi ALUR n'autorisant plus les communes appartenant à des EPCI de plus de 10 000 habitants à faire instruire leurs demandes d'autorisation d'urbanisme à la Direction Départementale des Territoires dès le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la CCCB a sollicité notre établissement pour la mise à disposition du service instructeur.

La CDCG a répondu favorablement à cette demande et mis deux jours d'instruction par semaine à disposition de la CCCB, dans ses locaux sous la forme d'une mise à disposition de service par voie de convention (délibération du 26 juin 2015). Le service a réorganisé les tâches des agents pour répondre à cette demande.

### **L'élaboration du PLUi**

La loi ALUR a précipité l'engagement de la CDCG vers la prise de compétence pour l'élaboration des documents d'urbanisme.

En effet, en l'absence d'engagement vers un nouveau document d'urbanisme avant le 31 décembre 2015, les communes encore régies par un Plan d'Occupation des Sols (POS) verraient leur document d'urbanisme devenir obsolètes et seraient soumises au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Par conséquent, les communes membres ont transféré cette compétence à la Communauté des communes, elle apparaît dans les statuts modifiés du 20 février 2015. Notons que cette compétence s'accompagne de la compétence sur le Droit de Prémption Urbain.

Au pas cadencé, la CDCG a pris contact avec la CCCB et la Communauté de Communes du Canton de Chatillon sur Loire (CCCC) pour proposer de s'associer par le biais d'un groupement de commandes pour élaborer les PLUi des trois communautés de communes. La CDCG a donc été désignée pour lancer une étude préalable à l'élaboration des PLUi qui a consisté à :

- Réaliser un projet de territoire pour chaque communauté,
- Définir les modalités de collaboration entre communes et EPCI pendant l'élaboration du PLUi (délibération du 11 décembre 2015) dans une « Charte de gouvernance pour l'élaboration du PLUi », donnant lieu à une conférence des Maires le 27 décembre 2015,
- Elaborer les modalités de concertation avec les administrés,
- Rédiger le cahier des charges de l'élaboration des PLUi,
- Rédiger les délibérations de prescription des PLUi (délibération du 11 décembre 2015).

En parallèle, le service a été sollicité en tant que Personne Publique Associée sur le projet de SCoT du Pays Giennois. En 2015, l'établissement s'est doté des leviers et outils nécessaires à l'élaboration d'un PLUi dès 2016.

## **4.4 Politique en matière de sécurité incendie et de secours & d'accessibilité aux personnes handicapées**



La Commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la Communauté des Communes Giennaises a effectué, en commissions plénières :

- 15 visites périodiques,
- 1 visite de réception de travaux avant ouverture au public,
- 1 visite d'un chapiteau de 4<sup>ème</sup> catégorie à la demande du maire,
- 3 réunions pour l'étude de dossiers.

Parmi les visites effectuées, la commission a émis un avis défavorable.



La Commission de la Communauté des Communes Giennaises pour l'accessibilité des personnes handicapées a effectué, en commissions plénières :

- 7 réunions,
- 20 avis favorables.

## 4.5 Informatique/Téléphonie

Le service informatique doit permettre un fonctionnement optimum de la CDCG. La réactivité dans la réponse apportée est une préoccupation constante. En outre, il doit permettre de suivre la mutation progressive des modes de communication, en termes de performances, d'ergonomie mais aussi dans son aspect sociologique. En effet, les nouvelles technologies bouleversent les modes de travail et la C.D.C.G. doit pouvoir utiliser ces outils avec ses partenaires pour être efficace.

Les interventions de premier niveau sont traitées par l'agent en charge du service informatique. Elles sont relayées par un prestataire lorsqu'elles sont plus complexes.

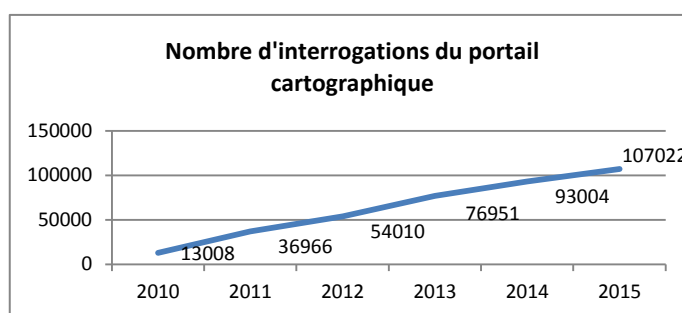
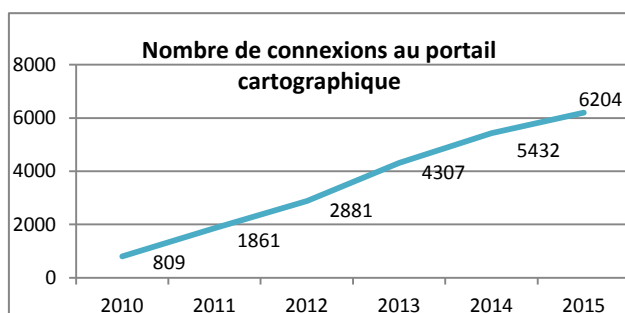
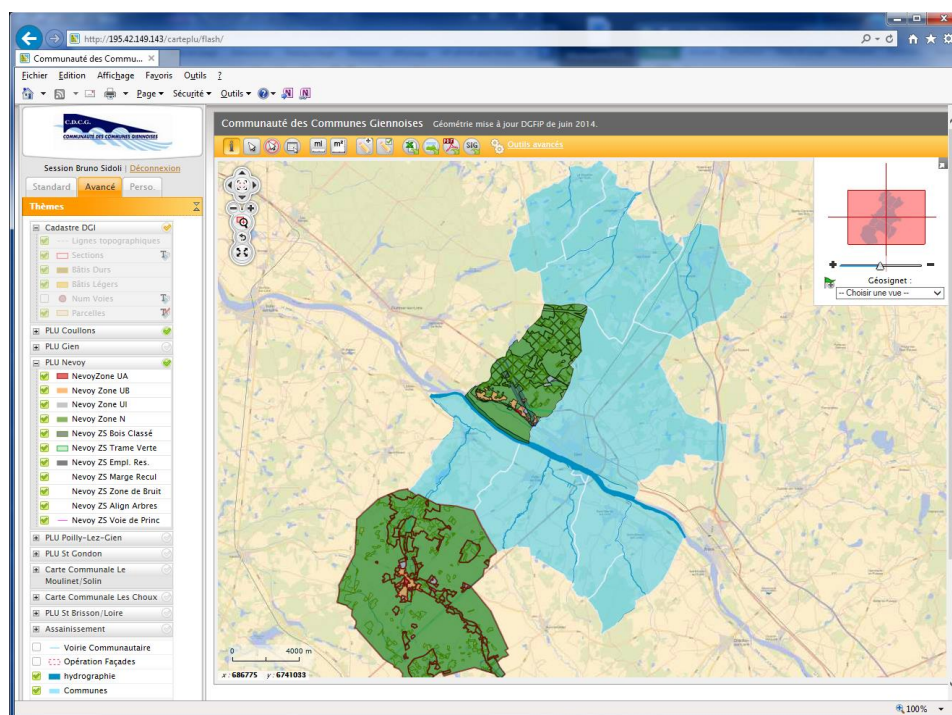
Cette année, la CDCG étant en pleine mutation, le service informatique s'est concentré sur le maintien, l'intégration de nouveaux équipements et le redéploiement des fonctionnalités informatiques et téléphoniques en partenariat avec les services informatique et téléphonie de la Ville de Gien.

En 2015, les interventions informatiques « en interne » ont engendré environ 200 heures de l'agent en charge de l'informatique : en moyenne plus d'une intervention par jour. Ces interventions « en interne » concernent le remplacement du matériel usagé ou obsolète, des déplacements de postes, des dépannages, des mises à niveau de logiciels et des aides ponctuelles aux utilisateurs.

Le matériel de téléphonie a généré près de 30 heures d'interventions.

## 4.6 Système d'Information Géographique (SIG)

En 2015, le portail cartographique sécurisé disponible pour les mairies et la version publique via Internet a évolué vers une version plus ergonomique.



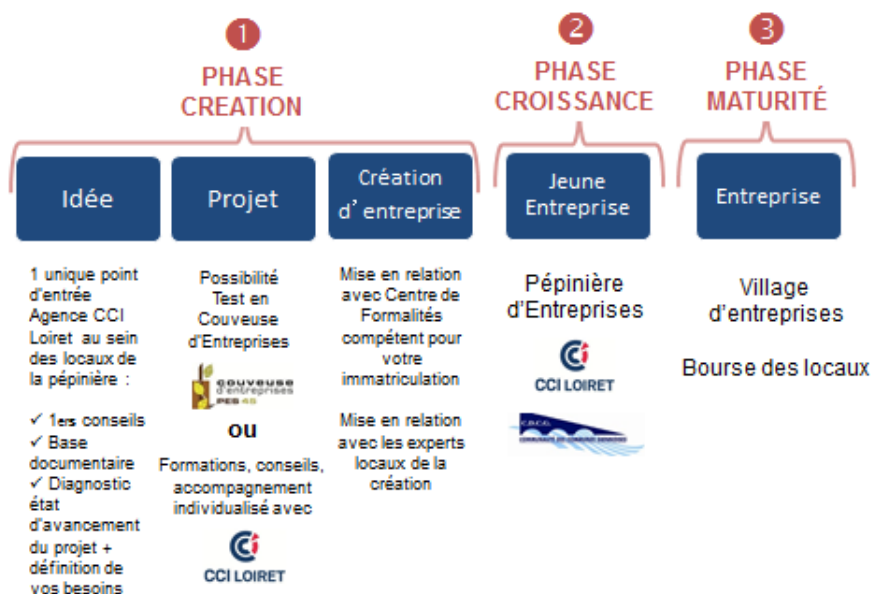
## 4.7 Actions d'intérêt communautaire en faveur du développement économique, de l'emploi et de l'agriculture.

### 4.7.1 Rappel du parcours dédié aux entreprises du territoire & perspectives 2016

#### Rappel du parcours mis en place pour les entreprises du territoire

La Communauté des Communes Giennoises a initié en 2013 un dispositif d'accompagnement adapté aux besoins et attentes des entreprises pour leurs différentes phases de développement : le parcours du créateur d'entreprises.

De la naissance de la société jusqu'à la phase de maturité, chaque entrepreneur doit pouvoir trouver une réponse, notamment immobilière, adaptée à ses besoins. Voici un schéma qui représente les trois étapes de ce parcours :



#### Couveuse entreprises

Intervient en amont de la création administrative de l'entreprise. Une solution pour tester son projet en toute légalité tout en étant formé(e).

#### Pépinière entreprises

Intervient dans les trois 1ères années de la création administrative. Suivi de la jeune entreprise par les partenaires. Permet de bénéficier d'un bureau en dessous des prix du marché et de services mutualisés. Solution permettant de réduire les coûts structurels de la jeune entreprise et de rompre l'isolement

Un lieu identifié comme portail unique de ce parcours jusqu'en 2015 : le centre d'affaires giennois localisé 1 rue Antoine Lavoisier, 45500 Gien.

En décembre 2015 afin de faire monter en puissance les services dédiés aux créateurs et jeunes entreprises du territoire et de fluidifier les échanges entre le service économie de la CDCG avec les différents acteurs du développement économique, ce lieu d'accueil a été transféré au sein des locaux de la CDCG sis 49, avenue de Chantemerle. Le mobilier mis à disposition par la CCI Loiret a été déménagé par les services techniques dans les différents bureaux composant la nouvelle agence Loire&Orléans Eco du giennois.



2013 à 2015



2016 bureau commun CCI/CMA

## Perspectives 2016 : une offre cohérente, lisible et adaptée aux besoins du territoire

**Objectif :** proposer aux créateurs et chefs d'entreprise un point d'accueil unique proposant une offre complète et adaptée aux besoins du territoire : information, accompagnement, animation, soutien aux projets en s'appuyant sur les compétences des acteurs du développement économique (Chambres consulaires (CCIL CMAL), organismes d'accompagnement tels que PES 45 Couveuse Entreprises, Service économie de la Communauté des Communes etc...).

### Qui fait quoi au sein de cette nouvelle structure en 2016

(Cela a vocation à évoluer en fonction des différents besoins exprimés)

<b>Personnel mis à disposition</b>	Un agent Chargée Relations Clients basée à Gien pour 50% de son temps de travail en appui aux manifestations à organiser en lien avec L&O Un Responsable CCI pour l'Est du Loiret	Un agent CCI Chargée Relations Clients basée à Gien dont les missions sont plus particulièrement axées autour de la promotion du dispositif global et de l'accueil des porteurs de projet pour 50% de son temps de travail	Un agent CMA 2 jours par semaine 1 Responsable CMA	1 chargée de mission pour l'accompagnement des porteurs de projets ayant signé un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) 2 à 3 jours par semaine selon les besoins
<b>Services proposés</b>	Evènements et promotion du territoire au travers de manifestations à destination d'élus et de chefs d'entreprises : (rentrée économique, speed business meetings, réunions thématiques en lien avec la CDCG)  RDV entreprises en lien avec le service économie de la CDCG pour les projets d'implantation	Accompagnement aux créateurs et jeunes entreprises – commerces, industries, services- (1ers conseils, formations, suivi jeune entreprise Suivi individualisé des résidents en pépinière d'entreprises (nouvelle convention annuelle signée pour 2016)	Accompagnement aux créateurs et jeunes entreprises artisanales (1ers conseils, formations, suivi jeune entreprise en pépinière)  1 agent dédié aux formalités entreprises	Suivi individuel Formations

### 4.7.2 Panorama des actions partenariales 2015 destinées aux entreprises ou créateurs du territoire

#### LES RENCONTRES PERSPECTIVES COMMERCE

une initiative



16-02-2015 - Rencontre commerçants : l'accessibilité

#### LES RENCONTRES PERSPECTIVES COMMERCE

une initiative

##### Vendre ou acheter un fonds de commerce en 2015 : les 10 points de vigilance

Réaliser une vente ou une acquisition sécurisée et sereine en découvrant les 10 points sur lesquels il est nécessaire de se pencher :

- les précautions avant de vendre ou d'acquiescer,
- le dossier «vendeur» : documents et diagnostics obligatoires,
- le dossier «acquéreur» : financement et garanties,
- les taxes,
- le contrat de vente du fonds de commerce

Vous vous initiez à échanger avec Maître Laurence BREDAN-LELONG, Notaire lors d'une rencontre près de chez vous à Orléans, Gien, Montargis ou Pithiviers

##### POUR QUI ?

Commerçants  
Artisans  
Hôteliers Restaurateurs

##### OBJECTIF

Informier sur la vente ou l'achat du fonds de commerce

23-03-2015 - Conférence Fonds de Commerce



02-04-2015

Forum de l'Emploi Gien promotion parcours du créateur par la CCI Loiret-et PES 45 Couveuse Entreprises

#### LES RENCONTRES PERSPECTIVES COMMERCE

une initiative



21-04-2015 - Rencontre commerçants : Comment protéger votre commerce et adopter la bonne attitude en cas d'acte malveillant



03-04-2015 - Portes ouvertes pépinière d'entreprises du giennois



18-05-2015 - Formation HACCP Paquet Hygiène (CCI Loiret)



08 au 12 juin 2015  
Formation 5 jours pour Entreprendre (CCI Loiret)  
-pour la 1<sup>ère</sup> fois à Gien-



25-06-2015  
Les ateliers Gestion TPE  
Appréhender les nouvelles obligations sociales  
(Initiative CCI Loiret en partenariat avec Cabinet comptable ORCOM) :



Juillet 2015 : Matinée Réseau avec les entreprises en test (bénéficiaires d'un CAPE) organisée par la PES 45 Couveuse Entreprises



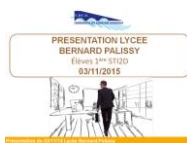
01-10-2015 - Actidéj : petit déjeuner destiné aux entreprises nouvellement arrivées sur le territoire



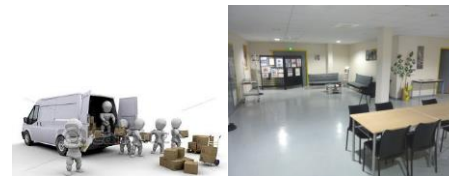
01-10-2015 - Rentrée économique : Conférence M. Eric HEYER  
Directeur adjoint au Département analyse et prévision de l'OFCE avec l'appui de Loire & Orléans Eco



01-10-2015  
Inauguration Village Entreprises avec l'appui de Loire & Orléans Eco



03-11-2015  
Présentation aux lycéens Bernard Palissy  
organisation Service Economie (parcours créateur) et compétences CDG



Décembre 2015 Organisation déménagement dans les locaux de la CDG-  
Finalisation et signature des conventions CCIL (pour la pépinière) et L&O Eco

### 4.7.3 Focus sur l'accompagnement proposé aux porteurs de projet en 2015

PES 45 :

Le dispositif de couveuse d'entreprises contribue directement au développement économique et à la création d'emploi sur le territoire du Giennois. Elle apporte une dimension supplémentaire dans le parcours d'un créateur d'entreprise : la possibilité de tester en vrai son projet d'activité en toute sécurité avant de s'immatriculer.

En 2015, la couveuse d'entreprises du Giennois a rencontré 48 nouveaux porteurs de projet dans les locaux de la Communauté des Communes Giennoises, parmi eux, 19 ont pu démarrer un contrat avec la couveuse à l'occasion d'un des 3 comités d'admission de l'année. Les principaux prescripteurs de l'antenne sont le Pôle Emploi, les Chambre Consulaires et les collectivités.

31 entrepreneurs ont donc été accompagnés au sein de l'antenne de Gien (pour un total de 98 jours d'accompagnement physique).

16 entrepreneurs sont sortis du dispositif et 12 ont immatriculé leur entreprise soit un taux de sortie positive de 75%.

Depuis la mise en place de l'antenne du Giennois en 2012, 74 habitants ont pu tester leur projet d'entreprise.

A l'issue du passage en couveuse, 49 personnes ont officiellement immatriculé leur entreprise dont 44 sont toujours en activité. Il y a 15 projets en cours de suivi au 31 décembre 2015.

### CCIL : 124 RDV réalisés avec des porteurs de projet :

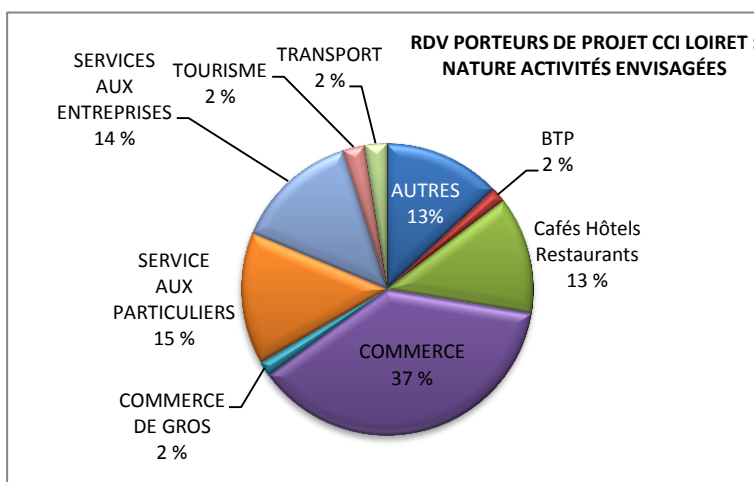
**Nombre de personnes accueillies au sein des locaux de la pépinière d'entreprises toutes actions confondues : 1 484** (source statistiques CCI Loiret)

### Loire&Orléans Eco :

2015 a vu la reconduction du partenariat 2015-2017 entre la Communauté des Communes Giennoises et l'Agence de Développement Economique du Loiret (ADEL). Pour rappel, dans le cadre de la mutualisation de l'action économique, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Loire&Orléans éco a été constitué le 4 juin 2014 par les cinq membres fondateurs (le Conseil général du Loiret, l'ADEL, l'Agglomération d'Orléans, l'UDEL et la CCI du Loiret).

Dans cette organisation l'ADEL est l'unique membre du GIP qui regroupe en son sein l'ensemble des intercommunalités du Loiret. A ce titre, la présence de l'ADEL au GIP garantit la préservation et la promotion des intérêts des communautés de communes.

Au-delà de l'accompagnement lié à l'ingénierie de projets d'implantation et/ou de développement, la Communauté des Communes Giennoises et l'ADEL, au travers du GIP Loire&Orléans éco, s'engagent pendant la période de la présente convention à initier et réaliser des actions favorisant le développement économique du Giennois. Voici les 10 actions retenues à mettre en avant :



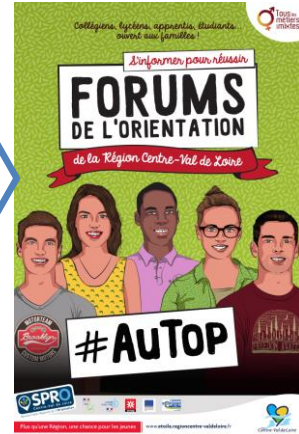
1. Organiser un événement par an sur le territoire de la Communauté des Communes Giennoises en lien avec les partenaires économiques locaux. Cet événement aura pour vocation de mettre en avant l'attractivité et les atouts du bassin de vie Giennois, promouvoir la marque Loire&Orléans.
2. Appuyer la promotion et la commercialisation du village d'entreprises sur la ZA Brosserie Nord.
3. Participer avec la Communauté de Communes Giennoises à un salon par an en lien avec Loire&Orléans éco en tant qu'exposant ou visiteur (exemple : SIMI). Cette action, vitrine pour la collectivité, visera à promouvoir le cadre de vie du territoire, le tissu économique ainsi que tous types de projets d'aménagement du giennois.
4. Etudier l'intérêt et la possibilité de structurer la filière "bois" en lien avec les entreprises locales concernées et les partenaires spécialisés dans ce domaine.
5. Analyser l'intérêt et les possibilités de la création d'une offre immobilière "agroalimentaire" sur le Giennois. L'activité récente de l'ADEL a montré une demande des entreprises pour des bâtiments avec des caractéristiques bien spécifiques correspondant à l'activité agroalimentaire.
6. Etudier la possibilité de mettre en place des services mutualisés pour les entreprises implantées sur les Zones d'Activités du Giennois en partenariat avec le MEPAG et la FAPAL.
7. Réaliser une action de prospection ciblée autour des sociétés « SAV - maintenance », afin de valoriser la nouvelle formation BTS Maintenance. Cette action sera cofinancée par l'ADEL et la Communauté des Communes Giennoises selon une clé de répartition en fonction de l'enveloppe financière pour cette action.
8. Identifier les besoins en desserte Haut débit/THD auprès des entreprises locales, organiser des rencontres d'information et étudier les éventuelles solutions en lien avec le Conseil général du Loiret.
9. Conseiller la Communauté de Communes Giennoises sur les problématiques de la signalétique existante des Zones d'Activités.
10. Identifier les atouts essentiels du territoire et sa spécificité en lien et en partenariat avec la Communauté de Communes Giennoises.



#### 4.7.4 La contribution du service économie pour le développement des entreprises du territoire en 2015

Liste des subventions accordées à nos partenaires en 2015 par le service économie :

Nom Structure	Subvention 2014	Subvention 2015	Commentaires
MEEL	15 049 €	0 €	Coordonner et fédérer les acteurs de l'emploi
MEPAG	1 500 €	1 500 €	Forum de l'orientation de Gien
ADEL	22 000 €	22 000 €	Convention territoire 22 000 €
PES 45	12 000 €	12 000 €	Continuer le développement de la couveuse d'entreprises
ROTARY	3 000 €	0 €	
CCI	20 317 €	20 317 €	Convention pépinière (salaire) de 20317 €
ECTI + EGEE	5 000 €	5 000 €	Plan d'accompagnement pour le parcours résidentiel
<b>Total</b>	<b>78 866 €</b>	<b>60 818 €</b>	



#### Subvention dans le cadre de l'aide à l'immobilier d'entreprises

##### TECHNICAL STUDIO



Créée en octobre 2000, la société TECHNICAL STUDIO, basée à BOISMORAND, réalise 80 % de son activité dans la conception et la commercialisation de véhicules électriques de loisirs. L'entreprise réalise également le prototypage de carrosseries en fibre de verre pour des véhicules de courses et électriques. La société TECHNICAL STUDIO a sollicité le Département du Loiret et la Communauté des communes giennaises qui lui ont accordé une subvention de 5000 euros chacun.

##### RICHARD EQUIPEMENT

Monsieur et Madame RICHARD, co-gérant de l'entreprise RICHARD EQUIPEMENT ont réalisé en 2015 une structure dédiée à l'univers du QUAD et SSV pour les professionnels et les particuliers sur la commune de Coullons. Ils ont bénéficié de 10 000€ de la part de la Communauté des Communes Giennaises.



#### Action en faveur de l'emploi



La Communauté a signé un bail d'un an avec l'association à but non lucratif de ressourcerie ESPERENTO pour l'occupation du logement rue Paul Bert à Gien afin d'y proposer la vente de des vêtements, bibelots, puériculture, petit électroménager, vaisselle, quelques meubles...

#### 4.7.5 Le soutien au commerce de centre-ville

##### Opération façade

La Communauté des Communes Gienneses, afin de développer sa politique du logement et du cadre de vie, a lancé en 2012 une « opération façade » dans les centres bourgs des communes membres. L'objectif étant d'inciter financièrement et techniquement les propriétaires occupants ou bailleurs privés à rénover les façades.

Fin 2015, une opération complémentaire « façades commerciales » est mise en œuvre avec pour objectif principal d'accompagner la valorisation des commerces et la transformation des centres villes des communes du territoire.

Cette action permet de soutenir le commerce et l'artisanat local en poursuivant trois objectifs indissociables :

- Transformer les façades des commerces de centre-ville (embellissement),
- Faciliter l'accessibilité aux commerces pour les personnes à mobilité réduite,
- Créer une dynamique d'attractivité commerciale en hyper-centre.

#### 4.7.6 Gestion des ZAE et construction du village d'entreprises

##### Gestion des ZAE

La CDCG gère 7 zones d'activités économiques réparties sur le territoire :

- Lien avec les commerçants et artisans des zones en question
- Gestion des différentes demandes en lien avec les problématiques liées à ces zones d'activités

##### Construction du village d'entreprises

La Communauté a lancé début 2014 la phase conception du projet « Village d'entreprises ». La désignation du maître d'œuvre s'est déroulée au printemps 2014 avec une sélection des entreprises entre l'été et l'hiver suivant. Les travaux se sont déroulés en 2015 avec une inauguration en octobre.



Projet soutenu financièrement par :

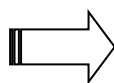


144 000€



182 000€

##### Phase de construction



## Promotion du dispositif



**BIENVENUE À GIEN**

> **Chiffres clés**

Population	25 949
Zone de chalandise (habitants)	68 682
Superficie (ha)	33 330
Nombre de ménages	10 804
Nombre de logements	12 548
Emploi total	11 538
Nombre d'établissements actifs	1 807

- Source INSEE 2011 -

> **Tourisme**

- La Loire à vélo
- Château de Gien
- Musée international de la Chasse
- Faïencerie de Gien

> **Vie économique**

- Otis
- Shiseido
- Pierre Fabre médicament production
- EDF
- Faïencerie de Gien
- SCA Tissue...

### LE VILLAGE D'ENTREPRISES ZONE D'ACTIVITÉS DE GIEN

**LOCATION AVEC POSSIBILITÉ D'ACHAT**



> Paris à 150 km - 1h30  
> A77 à 5 km





Tribun TREBOUTIA  
49 avenue de Chartres  
BP 104 - 45003 Gien Cedex  
Tel : 02 38 67 64 64



Marc BIANCIANI  
14 boulevard Rochepierre  
45000 Chiers  
info@loiret.fr  
Tel : 02 38 21 35 35



Centre "ValeLoire"



COMMUNAUTÉ DES COMMUNES BIENNOISES



LE PARTENAIRE ÉCONOMIQUE DE VOS PROJETS

## Premier résidant : la carrosserie Cordeiro



## 4.8 Affaires juridiques et commande publique

### Assurances :

Durant l'année 2015, 5 sinistres ont été déclarés :

- 2 sinistres en responsabilité civile,
- 3 sinistres relatifs à la flotte automobile.

### Marchés

Durant l'année 2015, 51 procédures formalisées ont été mises en œuvre avec les services gestionnaires :

- 37 pour les services techniques,
- 3 pour le service développement économique,
- 11 pour les autres services de la collectivité.

Le montant total des marchés attribués est de 2 667 495,48 €.

### Marchés de Travaux :

Le total des marchés de travaux est de 1 174 095,48 €.

Objet	Date du marché	Attributaires	Montant global HT
Réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif	24/03/2015	Decherf	56 650,00 €
Renouvellement des diffuseurs à la station d'épuration de Gien	05/05/2015	EGW Maintenance	56 860,00 €
Mise en œuvre d'une couverture	03/07/2015	Bordillon	62 900,00 €
Construction d'un village entreprises			
Lot 4 - Menuiseries extérieures aluminium - Serrurerie	04/02/2015	Sud Métallerie	43 129,02 €
Lot 5 - Cloisons - doublages - Faux plafonds - Menuiseries intérieures	04/02/2015	Asseline	6 898,32 €
Lot 6 - Electricité – Courants forts et faibles – Chauffage	17/03/2015	Clemessy	22 700,00 €
Programme 2015 : Travaux d'extension des eaux usées	04/05/2015	Eurovia	370 000,00 €
Réhabilitation du réseau d'assainissement à Boismorand	20/07/2015	<u>Rochette</u> / TP Paris / SN Goulet	128 965,00 €
Construction d'une salle de boxe			
Lot 1 : Gros œuvre	30/10/2015	MV Bâtiment	99 600,00 €
Lot 2 : Charpente et bardage bois	27/10/2015	Mouffron et Fils	46 491,38 €
Lot 3 : Couverture - Bardage acier	27/10/2015	Bordillon	32 390,54 €
Lot 4 : Isolation par l'extérieur	27/10/2015	TPE Centre	15 562,12 €
Lot 5 : Menuiseries extérieures aluminium et acier	27/10/2015	Sud Métallerie	49 570,47 €
Lot 6 : Plâtrerie - Isolation - Faux plafond	27/10/2015	Bidet	19 250,00 €
Lot 7 : Menuiseries intérieures	27/10/2015	Tavernier	7 800,00 €
Lot 8 : Plomberie - Sanitaire - Chauffage gaz - VMC	27/10/2015	Heyer et Martin	85 853,00 €
Lot 9 : Electricité - Eclairage	27/10/2015	Servitechnique	19 035,48 €
Lot 10 : Carrelage	28/10/2015	Neyrat	7 000,00 €
Lot 11 : Peinture et sol souple	29/10/2015	Les peintures du Gâtinais	8 005,00 €
Lot 12 : Equipement sportif	27/10/2015	Sportcom	23 190,00 €
Lot 13 : VRD	27/10/2015	TPCM	12 245,15 €

### Marchés de fournitures :

Le total des marchés de fournitures est de 625 200 €.

Objet	Date du marché	Attributaires	Montant global HT
Fourniture de chlorure ferrique spécifique au traitement des eaux usées	25/03/2015	Brenntag	95 200,00 €
Fourniture de titres restaurant	26/01/2015	Edenred	176 000,00 €
Conception graphique et impression des supports de communication			
Lot 1 - Conception graphique des supports de communication	08/06/2015	Imprimerie Giennoise	24 000,00 €
Lot 2 - Impression des supports de communication	08/06/2015	Imprimerie Giennoise	170 000,00 €
Contrôle, fourniture et maintenance des extincteurs	01/09/2015	Lucas Sécurité	160 000,00 €
Fourniture de carburants	02/10/2015	SAS Gien Dis	Sans maximum

### Marchés de services :

Le total des marchés de services est de 868 200 €.

Objet	Date du marché	Attributaires	Montant global HT
Analyse de la DBO5 sur les effluents des stations d'épuration	22/07/2015	Eurofin IPL	28 000,00 €
Elaboration d'agendas d'accessibilité programmés	24/09/2015	<u>Infra Project</u> / GS Conseil	50 000,00 €
Etude de définition et de faisabilité du projet de rénovation urbaine du quartier des Montoires à Gien	04/09/2015	<u>Gereau Conseil</u> / Amar Albert	29 200,00 €
Location d'autocars avec conducteur pour le transport de groupes de mineurs accompagnés à l'occasion des sorties et des activités scolaires, périscolaires et extrascolaires			
Lot 1 - Trajets en périodes de vacances scolaires	31/12/2015	Rapides Val de Loire	110 000,00 €
Lot 2 - Trajets en périodes scolaires	31/12/2015	Rapides Val de Loire	90 000,00 €
Curage et nettoyage du réseau d'assainissement	28/01/2015	SGA J Meyer	180 000,00 €
Vérifications réglementaires pour le bâtiment et les équipements divers			
Lot 1 - Installations techniques	09/09/2015	Bureau Véritas	120 000,00 €
Lot 2 - Matériel de levage et de travail en hauteur	09/09/2015	Qualiconsult	21 000,00 €
Lot 3 - Légionnelles	14/09/2015	ITGA	60 000,00 €
Transport des boues sous boues liquides des stations d'épuration	15/11/2015	SGA J Meyer	180 000,00 €

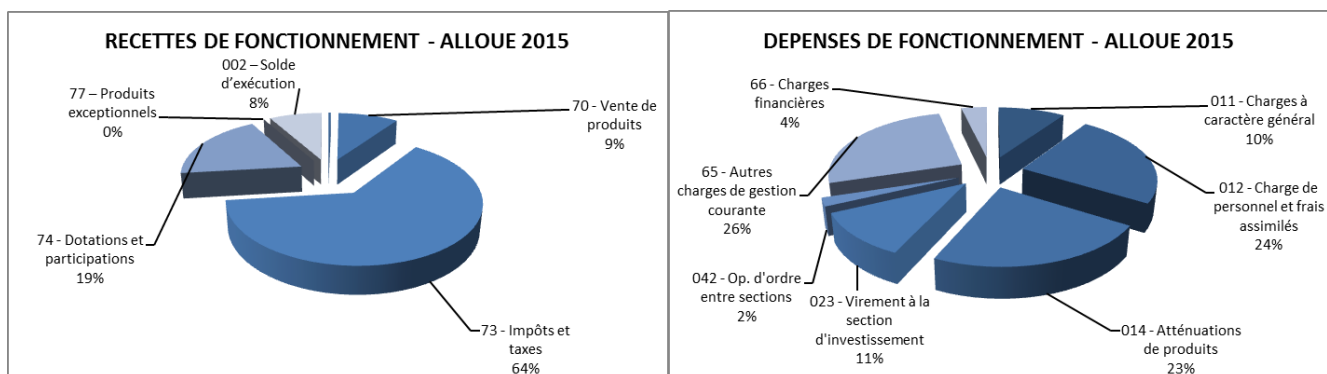
## 5- SITUATION BUDGETAIRE DE LA C.D.C.G. POUR L'ANNEE 2014 (en €)

### 5.1 Vote du budget primitif

Budget principal

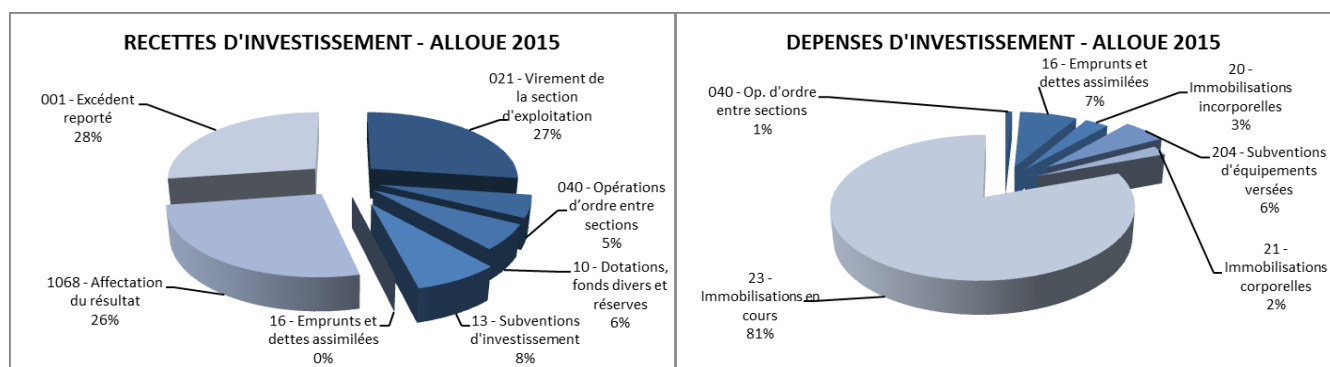
Section de Fonctionnement :

	RECETTES			DEPENSES		
	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015
013 - Atténuation des charges			0,00 €			
042 - Op. d'ordre entre sections	72 139,06 €		72 139,06 €			
70 - Vente de produits	425 000,00 €	1 480 024,00 €	1 905 024,00 €			
73 - Impôts et taxes	12 760 000,00 €	200 726,00 €	12 960 726,00 €			
74 - Dotations et participations	3 785 220,00 €	35 000,00 €	3 820 220,00 €			
77 - Produits exceptionnels			0,00 €			
002 - Solde d'exécution	1 666 372,60 €		1 666 372,60 €			
011 - Charges à caractère général				1 550 000,00 €	402 872,00 €	1 952 872,00 €
012 - Charge de personnel et frais assimilés				2 626 000,00 €	2 326 772,00 €	4 952 772,00 €
014 - Atténuations de produits				6 180 000,00 €	-1 471 121,00 €	4 708 879,00 €
023 - Virement à la section d'investissement				1 886 700,34 €	393 968,00 €	2 280 668,34 €
042 - Op. d'ordre entre sections				437 758,32 €		437 758,32 €
65 - Autres charges de gestion courante				5 328 273,00 €	11 000,00 €	5 339 273,00 €
66 - Charges financières				700 000,00 €	52 259,00 €	752 259,00 €
67 - Charges exceptionnelles						0,00 €
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>18 708 731,66 €</b>	<b>1 715 750,00 €</b>	<b>20 424 481,66 €</b>	<b>18 708 731,66 €</b>	<b>1 715 750,00 €</b>	<b>20 424 481,66 €</b>



## Section d'investissement :

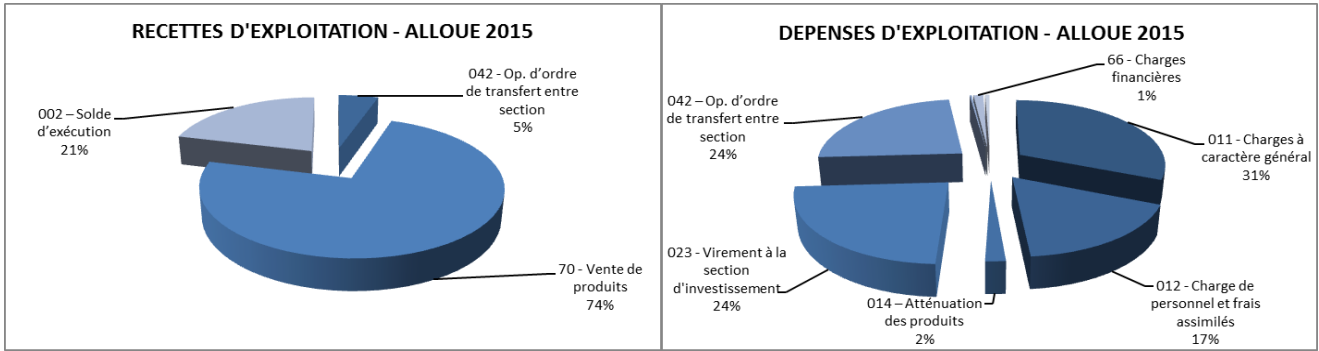
	RECETTES			DEPENSES		
	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015
021 - Virement de la section d'exploitation	1 886 700,34 €	393 968,00 €	2 280 668,34 €			
040 - Opérations d'ordre entre sections	437 758,32 €		437 758,32 €			
10 - Dotations, fonds divers et réserves	500 000,04 €		500 000,04 €			
13 - Subventions d'investissement	645 226,00 €		645 226,00 €			
16 - Emprunts et dettes assimilées			0,00 €			
1068 - Affectation du résultat	2 204 346,96 €		2 204 346,96 €			
001 - Excédent reporté	2 289 411,84 €		2 289 411,84 €			
040 - Op. d'ordre entre sections				72 139,06 €		72 139,06 €
16 - Emprunts et dettes assimilées				580 000,00 €	37 847,00 €	617 847,00 €
20 - Immobilisations incorporelles				255 917,36 €		255 917,36 €
204 - Subventions d'équipements versées				479 716,91 €		479 716,91 €
21 - Immobilisations corporelles				180 939,00 €	6 917,00 €	187 856,00 €
23 - Immobilisations en cours				6 394 731,17 €	349 204,00 €	6 743 935,17 €
<b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>7 963 443,50 €</b>	<b>393 968,00 €</b>	<b>8 357 411,50 €</b>	<b>7 963 443,50 €</b>	<b>393 968,00 €</b>	<b>8 357 411,50 €</b>



## Budget de l'assainissement collectif

### Section d'exploitation :

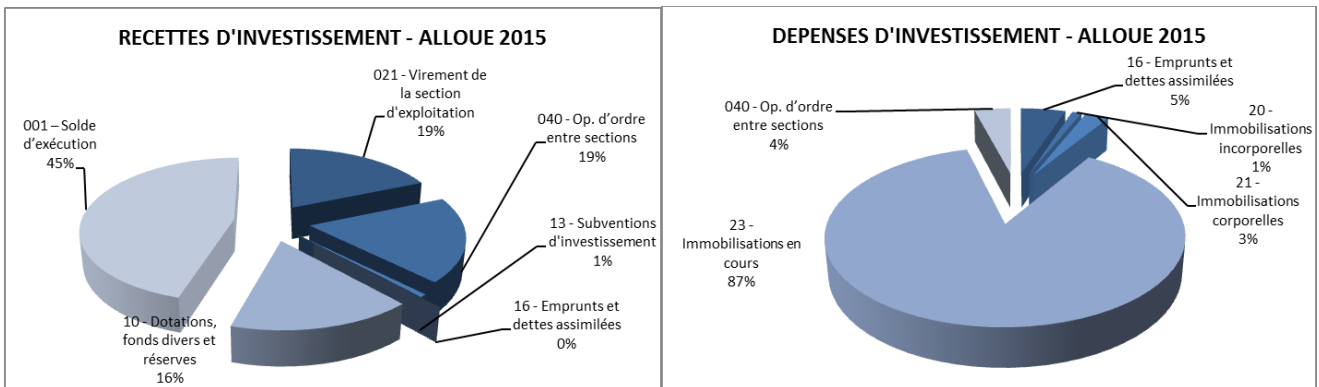
	RECETTES			DEPENSES		
	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015
042 - Op. d'ordre de transfert entre section	121 726,92 €		<b>121 726,92 €</b>			
70 - Vente de produits	1 750 000,00 €	3 000,00 €	<b>1 753 000,00 €</b>			
002 - Solde d'exécution	498 918,64 €		<b>498 918,64 €</b>			
011 - Charges à caractère général				742 770,00 €		<b>742 770,00 €</b>
012 - Charge de personnel et frais assimilés				412 000,00 €		<b>412 000,00 €</b>
014 - Atténuation des produits				45 000,00 €		<b>45 000,00 €</b>
023 - Virement à la section d'investissement				558 521,03 €		<b>558 521,03 €</b>
042 - Op. d'ordre de transfert entre section				565 054,53 €		<b>565 054,53 €</b>
65 - Autres charges de gestion courante				7 000,00 €		<b>7 000,00 €</b>
66 - Charges financières				30 300,00 €		<b>30 300,00 €</b>
67 - Charges exceptionnelles				10 000,00 €	3 000,00 €	<b>13 000,00 €</b>
<b>TOTAL SECTION D'EXPLOITATION</b>	<b>2 370 645,56 €</b>	<b>3 000,00 €</b>	<b>2 373 645,56 €</b>	<b>2 370 645,56 €</b>	<b>3 000,00 €</b>	<b>2 373 645,56 €</b>



La redevance 2015 pour l'assainissement collectif s'élève à 1,49 € HT le m<sup>3</sup>.

### Section d'investissement :

	RECETTES			DEPENSES		
	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015
021 - Virement de la section d'exploitation	558 521,03 €		558 521,03 €			
040 - Op. d'ordre entre sections	565 054,53 €		565 054,53 €			
13 - Subventions d'investissement	19 208,25 €		19 208,25 €			
16 - Emprunts et dettes assimilées			0,00 €			
10 - Dotations, fonds divers et réserves	490 573,50 €		490 573,50 €			
001 - Solde d'exécution	1 360 919,45 €		1 360 919,45 €			
<b>16 - Emprunts et dettes assimilées</b>				149 000,00 €		149 000,00 €
<b>20 - Immobilisations incorporelles</b>				32 400,00 €		32 400,00 €
<b>21 - Immobilisations corporelles</b>				79 500,00 €		79 500,00 €
<b>23 - Immobilisations en cours</b>				2 611 649,84 €		2 611 649,84 €
<b>040 - Op. d'ordre entre sections</b>				121 726,92 €		121 726,92 €
<b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 994 276,76 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 994 276,76 €</b>	<b>2 994 276,76 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 994 276,76 €</b>



### Budget de l'assainissement individuel

#### Section d'exploitation :

	RECETTES			DEPENSES		
	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015
70 - Vente de produits	37 820,00 €		37 820,00 €			
002 - Solde d'exécution	2 712,21 €		2 712,21 €			
011 - Charges à caractère général				24 600,00 €		24 600,00 €
012 - Charge de personnel et frais assimilés				3 000,00 €		3 000,00 €
023 - Virement à la section d'investissement				539,74 €		539,74 €
65 - Autres charges de gestion courante				500,00 €		500,00 €
67 - Charges exceptionnelles				11 000,00 €		11 000,00 €
042 - Dotations aux amortissements et aux provisions				892,47 €		892,47 €
<b>TOTAL SECTION D'EXPLOITATION</b>	<b>40 532,21 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>40 532,21 €</b>	<b>40 532,21 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>40 532,21 €</b>

## Section d'investissement :

	RECETTES			DEPENSES		
	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015	Budget Primitif 2015	Décisions modificatives 2015	Alloué 2015
13 - Subventions déquipements	60 000,00 €		60 000,00 €			
45- Op. pour le compte de tiers (réhab SPANC)	35 000,00 €	7 200,00 €	42 200,00 €			
040 - Op. d'ordre de transfert entre section	892,47 €		892,47 €			
021 - Virement de la section d'exploitation	539,74 €		539,74 €			
001 - Solde d'exécution	46 172,48 €	-15 947,07 €	30 225,41 €			
20 - Immobilisations incorporelles				2 000,00 €		2 000,00 €
21 - Immobilisations corporelles				1 551,76 €		1 551,76 €
45- Op. pour le compte de tiers				139 052,93 €	-8 747,07 €	130 305,86 €
<b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>142 604,69 €</b>	<b>-8 747,07 €</b>	<b>133 857,62 €</b>	<b>142 604,69 €</b>	<b>-8 747,07 €</b>	<b>133 857,62 €</b>

## Budgets des zones d'activités

Section d'exploitation	Coullons	Gien	Poilly-lez-Gien	St-Gondon
	705 128,04 €	333 917,24 €	937 468,47 €	245 983,60 €

Section d'investissement	Coullons	Gien	Poilly-lez-Gien	St Gondon
	1 352 620,94 €	579 314,16 €	1 463 132,58 €	401 366,66 €

## 5.2 Comptes administratifs 2015

### Budget principal

### Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	FONCTIONNEMENT	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
70	Ventes produits, prestations services	1 492 660,18		
73	Impôts et taxes	13 774 999,99		
74	Dotations et participations	4 150 978,94		
75	Autres produits de gestion	7 071,34		
013	Atténuation de charges	15 771,21		
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels	3 256,93		
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections	72 139,06		
002	Excédent reporté	1 666 372,60		
011	Charges à caractère général		1 893 591,47	
012	Charges de personnel		4 952 093,80	
65	Autres charges de gestion		5 189 855,83	
014	Atténuation de produits		4 630 571,15	
66	Charges financières		633 670,89	
67	Charges exceptionnelles			
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		437 758,02	
	<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 183 250,25</b>	<b>17 737 541,16</b>	<b>3 445 709,09</b>

### Section d'investissement :

CHAPITRES	INVESTISSEMENT	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 532 506,96		
13	Subventions d'investissement	565 336,16		
16	Emprunts et dettes assimilées	1 288,00		
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	437 758,02		
23	Immobilisations en cours	55 983,27		
001	Excédent reporté	2 289 411,84		
16	Emprunts et dettes assimilées		465 764,13	
20	Immobilisations incorporelles		76 641,55	
204	Subventions d'équipement versées		185 033,60	
21	Immobilisations corporelles		152 112,74	
23	Immobilisations en cours		2 649 417,36	
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		72 139,06	
041	Opérations patrimoniales			
001	Déficit reporté			
	Restes à réaliser		2 816 939,16	
	<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>5 882 284,25</b>	<b>6 418 047,60</b>	<b>- 535 763,35</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>27 065 534,50</b>	<b>24 155 588,76</b>	<b>2 909 945,74</b>



## Budget assainissement collectif

### Section d'exploitation :

CHAPITRE	EXPLOITATION	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
70	Ventes produits, prestations services	1 889 073,90		
74	Dotations, subventions, participations	1 750,00		
75	Autres produits de gestion courante			
77	Produits exceptionnels	646,02		
013	Atténuation de charges	1 367,84		
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections	121 726,92		
002	Excédent reporté	498 918,64		
011	Charges à caractère général		649 181,53	
012	Charges de personnel		375 327,81	
014	Atténuation de produits		36 013,27	
65	Autres charges de gestion courante		827,40	
66	Charges financières		25 747,17	
67	Charges exceptionnelles		11 595,03	
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		564 870,17	
	<b>TOTAL EXPLOITATION</b>	<b>2 513 483,32</b>	<b>1 663 562,38</b>	<b>849 920,94</b>

### Section d'investissement :

CHAPITRE	INVESTISSEMENT	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
10	Dotations, Fonds divers et réserves	490 573,50		
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées			
21	Immobilisations corporelles			
23	Immobilisations en cours			
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	564 870,17		
041	Opérations patrimoniales			
001	Excédent reporté	1 360 919,45		
16	Emprunts et dettes assimilées		137 306,07	
20	Immobilisations incorporelles		12 400,00	
21	Immobilisations corporelles		25 477,36	
23	Immobilisations en cours		423 154,85	
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		121 726,92	
041	Opérations patrimoniales			
	Restes à réaliser	19 208,25	2 223 282,38	
	<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>2 435 571,37</b>	<b>2 943 347,58</b>	<b>-507 776,21</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 949 054,69</b>	<b>4 606 909,96</b>	<b>342 144,73</b>

## Budget assainissement individuel

	CA 2015		
	Recettes	Dépenses	Solde
Total section d'exploitation	26 863,24	26 389,87	473,37
Total section d'investissement	63 534,38	111 655,86	-48 121,48
<b>DEFICIT GENERAL</b>	<b>90 397,62</b>	<b>138 045,73</b>	<b>-47 648,11</b>

## Budgets annexes - Zones d'activités

	CA 2015		
	Recettes	Dépenses	Déficit Général
ZA COULLONS	1 363 670,18	2 010 678,31	-647 008,13
ZA GIEN LA BOSSERIE	557 516,06	811 869,87	-254 353,81
ZA POILLY LEZ GIEN	1 661 947,30	2 190 279,49	-528 332,19
ZA SAINT GONDON	440 081,14	571 711,96	-131 630,82

## 6- PRODUCTION DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA CDCG

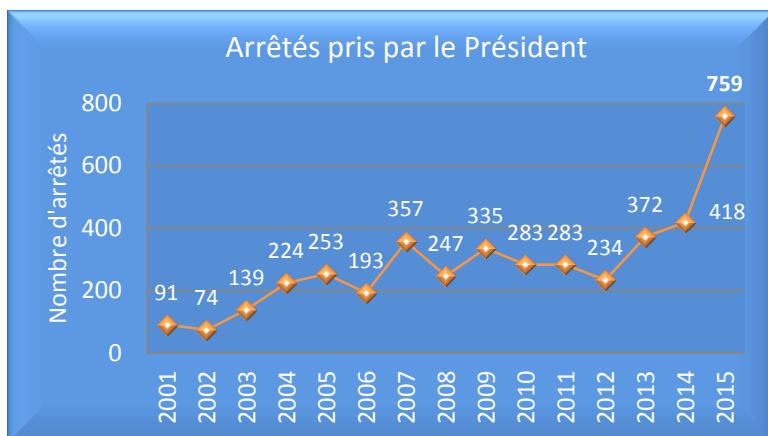
### 6.1 Réunions du Conseil de Communauté

Trimestres	Dates	Nombres de points à l'ordre du jour
1 <sup>er</sup>	20-02-15	15
	27-03-15	24
2 <sup>nd</sup>	24-04-16	23
	26-06-16	39
3 <sup>ème</sup>	11-09-16	1
4 <sup>ème</sup>	09-10-16	15
	20-11-16	13
	11-12-16	45

Années	Nb de réunions de Conseil
2008	11
2009	7
2010	8
2011	8
2012	7
2013	6
2014	9
<b>2015</b>	<b>8</b>



### 6.2 Arrêtés et décisions du Président



2015	
1 <sup>er</sup> trimestre	70 arrêtés
2 <sup>ème</sup> trimestre	397 arrêtés
3 <sup>ème</sup> trimestre	154 arrêtés
4 <sup>ème</sup> trimestre	138 arrêtés
<b>TOTAL</b>	<b>759 arrêtés</b>

Le transfert de compétences au 1<sup>er</sup> juillet 2015 a généré de nombreux actes, notamment concernant les agents transférés.

## 7- DOSSIERS TRAITES PAR LES COMMISSIONS

COMMISSIONS	DATES	Ordre du jour
ADMINISTRATION GENERALE	14/01/2015	Création des postes des agents du service culturel Complément à la mise à disposition de la direction générale avec les deux DGA et l'adjoint au DST Présentation de la nouvelle forme du tableau des effectifs Présentation du budget prévisionnel du personnel Hypothèses sur le volet RH des transferts annoncés
	11/02/2015	Mise en œuvre des transferts Mutualisation des services communication, sport-jeunesse, centre de loisirs et petite enfance Modifications statutaires Modification du tableau des effectifs Schéma de mutualisation Convention de formation PRAP Droit à la formation des élus de la Cdcg
	01/04/2015	Point sur les délibérations à prendre dans le cadre des transferts Point sur les différences d'avantages sociaux Création des emplois saisonniers Mise à disposition individuelle vers la CCC de Briare

ADMINISTRATION GENERALE	05/06/2015	<p>Approbation du rapport d'activité 2014 de la Cdcg</p> <p>Approbation des modifications statutaires du syndicat mixte du Pays du Giennois</p> <p>Approbation du schéma de mutualisation de la Cdcg</p> <p>Approbation des règlements : Anim'sport et stade nautique</p> <p>Approbation de la convention de mise à disposition d'une partie des services Alsh et sports à la Ville de Gien</p> <p>Approbation des conventions de mise à disposition individuelle de personnel à des clubs sportifs de Gien</p> <p>Approbation de la mise à disposition à la Ville de Gien d'une partie du service communication</p> <p>Approbation du renouvellement de la convention de mise à disposition du service direction générale à compter du 01/10/15</p> <p>Approbation des conventions de mise à disposition de services par les communes</p> <p>Approbation des conventions constitutives des services communs : finances, ressources humaines, commande publique et services techniques</p> <p>Approbation de la convention de mise à disposition du service des instructrices à la CCC de Briare</p> <p>Modification au tableau des effectifs</p> <p>Approbation de la convention pour la formation des représentants du personnel aux CHSCT Ville de Gien et Cdcg</p>
	16/09/2015	<p>Modification au tableau des effectifs</p> <p>Prime pour les emplois aidés</p> <p>Convention de partenariat avec le lycée Marguerite Audoux</p>
	05/11/2015	Assurance pour le personnel
	24/11/2015	<p>Tableau des effectifs</p> <p>Mise à disposition d'une partie du service de l'instruction du droit des sols</p> <p>Prime d'astreintes</p> <p>Vacations</p>
AFFAIRES SOCIALES	27/01/2015	<p>Demande de subventions 2015 auprès de la Cdcg</p> <p>Recrutement des saisonniers (Gien plage, Club ados, Alsh intercommunaux)</p>
	11/02/2015	<p>Mise en œuvre des transferts</p> <p>Mutualisation des services communication, sport-jeunesse, centre de loisirs et petite enfance</p> <p>Modifications statutaires</p> <p>Modification du tableau des effectifs</p> <p>Schéma de mutualisation</p> <p>Convention de formation "PRAP"</p> <p>Droit à la formation des élus de la Cdcg</p>
	11/03/2015	<p>Présentation du projet d'offre de service pour les 3-17 ans et sa tarification (Gien plage, Alsh communautaires)</p> <p>Interventions des animateurs communautaires pendant les temps d'activités périscolaires</p> <p>Demande de subvention auprès de la Cdcg pour un projet de micro-crèche</p>
	02/06/2015	<p>Alsh communautaires : Convention de prestation de service, recrutement d'emplois saisonniers supplémentaires</p> <p>Petite enfance : Multi accueil Les petits princes et RAM (règlement et tarification), association Haut comme trois pommes (convention liée à l'attribution d'une aide financière)</p> <p>Approbation du montant de la redevance dans le cadre de Gien plage 2015 pour l'occupation temporaire du domaine public pour exercer une activité commerciale de restauration rapide</p> <p>Attribution d'une subvention exceptionnelle pour un projet d'élèves de 4ème de la Segpa de Poilly lez Gien</p>
	22/09/2015	<p>Bilan d'activités estivales (Alsh communautaires, Gien plage)</p> <p>Convention de partenariat pour des interventions EPS avec l'IME de Nevoy</p> <p>Demande de la commune de St Gonson concernant le local technique pour le dispositif "atelier mobylette"</p>
	19/11/2015	<p>Bilan d'activités</p> <p>Demandes de subventions auprès des services de l'Etat pour 2016</p> <p>Approbation du volume horaire des vacances CISP 2016</p> <p>Convention relative à l'organisation de mesures de responsabilisation avec l'Education nationale</p> <p>Convention de mise en oeuvre d'une mesure de réparation pénale indirecte</p> <p>Motion de soutien à la candidature de la Ville de Paris aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024</p> <p>Contrat enfance jeunesse avec la CAF du Loiret</p> <p>Convention relative à l'accueil des enfants requérant une attention particulière au sein du multi-accueil Les petits princes avec le Conseil départemental du Loiret</p> <p>Convention relative au multi-accueil Haut comme trois pommes de Coullons</p>

AMENAGEMENT DE L'ESPACE	04/06/2015	Opération façades Opération programmée d'amélioration de l'habitat Opération cœur de ville Opération cœur de village
	15/09/2015	Restitution du diagnostic cœur de ville de Gien Prorogation de l'Opah
	26/10/2015	Cœur de ville, cœur de village : retour sur les études Préparation du PPI
	08/12/2015	Point sur le cœur de ville de Gien : présentation
ASSAINISSEMENT	08/04/2015	Approbation du rapport sur le prix et la qualité du service assainissement collectif et individuel 2014 Redevance d'assainissement 2016 Taxe de raccordement au réseau d'assainissement 2016 Participation à l'assainissement collectif 2016 Approbation de la convention de rétrocession d'assainissement "La Germinière" à Nevoy Approbation de la charte de qualité des réseaux d'assainissement
	07/10/2015	Renouvellement des conventions de dépotage des matières de vidange à la station d'épuration de Gien Point sur les dossiers en cours : programme 2015, transfert des effluents de la station d'épuration de Poilly lez Gien, Préparation du programme 2016
	16/11/2015	Lotissement du Trocadéro : demande de rétrocession du réseau d'eaux usées Proposition et examen du budget prévisionnel 2016 : budget assainissement non collectif, budget assainissement collectif
BATIMENT	10/02/2015	Transfert des bâtiments Bassin d'apprentissage Fixe à Poilly lez Gien
	19/03/2015	Salle de boxe Aide d'accueil des gens du voyage Transfert et mutualisation
	09/06/2015	Point sur le transfert des bâtiments sportifs Demandes de travaux et d'équipement Point sur les dossiers en cours : maison de santé, salle de boxe, aire d'accueil des gens du voyage
	23/09/2015	Point sur les conventions des bâtiments sportifs Demandes de travaux et d'équipement Point sur les dossiers en cours : maison de santé, salle de boxe, aire d'accueil des gens du voyage
	04/11/2015	Demandes de travaux et d'équipement Point sur les dossiers en cours : maison de santé, salle de boxe, aire d'accueil des gens du voyage
CULTURE, TOURISME, COMMUNICATION	20/01/2015	Refonte du site internet intercommunal Demandes de subventions liées à la culture Point sur l'organisation concernant le service mutualisé de la programmation culturelle
	18/03/2015	Points sur les spectacles passés : concert du 10-1-15 "Féloche", spectacles pour jeune public des 01-02-15, 2 et 3/02/15 "la Compagnie du Val Olimani", concert le 08-02-15 "La Chorale Gospel Attitude", spectacles de théâtre du 9 au 22-2-15 "Compagnie théâtre Appart", Fest noz le 07-03-15 Programme du festival du livre jeunesse "Tournez les pages"
	26/05/2015	Rencontre des candidats pour le poste de responsable de la communication
	16/06/2015	Bilan de la programmation en cours Eude de la proposition de la charte pour les participations
	21/09/2015	Approbation du compte rendu de la commission du mardi 16 juin 2015 Bilan d'activité au 21-9-15 Convention ateliers théâtre
	23/10/2015	rencontre des candidats pour le poste de directeur des affaires culturelles
	12/11/2015	Saison culturelle 2016 : point sur la programmation , convention tripartite, tarification 2016

ECONOMIE, AGRICULTURE, EMPLOI	22/01/2015	Demande de subventions 2015 Partenariat ADEL
	08/04/2015	Village d'entreprises : loyer, bail, règlement intérieur
	02/16/15	Validation du Crac de la Bosserie Nord Point d'étape de l'extension du bassin de rétention d'eau de la Bosserie Nord Point d'étape du village d'entreprises
	07/07/2015	Projet d'implantation d'un cinéma à Gien
	17/09/2015	Village d'entreprises : livraison et validation des avenants Extension du bassin de rétention d'eau de la Bosserie Nord : proposition de convention Convention avec la Semdo : proposition de sortie Fin des conventions avec la CCI et le Centre d'affaires giennois Proposition de loyer du bâtiment technique de la Cdcg
	12/11/2015	Mise en place de l'opération façade pour les commerces Mise en place de la plateforme e-commerce pour le territoire Validation des conventions pour la future agence économique de Gien Budget 2016 du service économie
	24/01/15	Budget 2016 du service économie
ENVIRONNEMENT, ENERGIE, DEVELOPPEMENT DURABLE	01/07/2015	Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'élimination des déchets Fourniture d'énergies
	26/11/2015	Conseil d'orientation énergétique du patrimoine /Conseil en énergie partagée Gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondation (Gémapi) Plan climat air/énergie territorial
FINANCES	05/02/2015	Débat d'orientation budgétaire Groupements de commandes
	12/03/2015	Demandes de subventions Compte de gestion 2014 Présentation des comptes administratifs 2014 et affectation des résultats Présentation des budgets primitifs 2015 Vote des taux Bilan des cessions et acquisitions des immobilisations en 2014
	09/04/2015	Tarifs Taxes et produits irrécouvrables, budget assainissement collectif Points sur les transferts de compétences (créations d'emplois saisonniers, régime indemnitaire, contrats vacataires, ...)
	11/06/2015	Approbation d'une décision modificative au budget général Approbation d'une décision modificative au budget assainissement Admission en non valeur Tarifs multi-accueil, stade nautique et animations sportives intercommunales Approbation du montant de la redevance dans le cadre "Gien Plage 2015" pour l'occupation temporaire du domaine public pour exercer une activité commerciale de restauration rapide Présentation du Crac de la Bosserie Nord Approbation des conventions de mise à disposition Approbation de la convention constitutive des services communs : finances, ressources humaines, commande publique et services techniques Approbation de la convention de mise à disposition du service des instructrices à la CCC de Briare Modification du tableau des effectifs
	24/09/2015	Exonération TEOM Primes relatives aux emplois aidés Conventions de groupements de commandes
	05/11/2015	DOB 2016 Rapport de la CLECT Décision modificative Approbation de la convention d'éloignement des auteurs de violences commises au sein de la famille
	26/11/2016	Budget 2016 Vote des taux Demandes de subventions Tarifs 2016 Demande de subvention DETR 2016
CLECT	21/01/2015	Point sur les transferts et compétences
	09/02/2015	Point sur les transferts et compétences
	11/03/2015	Point sur les transferts et compétences
	02/11/2015	Point sur les transferts et compétences (Gémapi, saison culturelle et Office du tourisme)

SECURITE	13/01/2015	Compte rendu des visites effectuées Information sur l'aire d'accueil des gens du voyage
	25/06/2015	Point sur l'aire d'accueil des gens du voyage compte rendu des visites effectuées (sécurité & accessibilité)
URBANISME - S.I.G	02/04/2015	Mise à disposition de personnel instructeur à la CCC de Briare Point sur l'avancée du PLUi
	18/06/2015	Partenariat instruction CCC de Briare Point sur le PLUi
	27/08/2015	Avis sur le projet d'arrêté du Scot du SMPG
	17/11/2015	Comité technique PLUi : Définition de la collaboration entre communes et Etablissement Public de Coopération Intercommunal pendant l'élaboration du PLUi
	25/11/2015	Comité de pilotage PLUi : Elaboration du PLUi
	08/12/2015	Comité technique PLUi : Définition du projet de territoire
	03/12/2015	Renouvellement de la mise à disposition du service instructeur à la CCC de Briare Dématérialisation des Cua Point sur le PLUi
	13/02/2015	Points sur les transferts de voirie
VOIRIE	11/06/2015	Définition de l'intérêt communautaire en matière de voirie Point sur le transfert des voirie
	17/11/2015	Diagnostic Merlin Comment valider le diagnostique Présentation des moyens humains et matériels du service voirie Zéro pesticide Définition des travaux restant à la charge des communes sous forme de mise en disposition /règlement Budget voirie 2016 visite du terrain (les voiries les plus représentatives en ce qui concerne les remises à niveau) Doit-on adhérer à Ingenov 45 , Pistes cyclables